

GRILLE PROTOCOLE DE COOPERATION ASALEE (V4)

Cabinet médical de châtillon-sur-Thouet (79) Juin 2012



Grille protocole de coopération conforme à l'annexe 1 modèle de protocole mentionné à l'article 1 de l'arrêté du 31 décembre 2009

Article L. 4011-1 à L. 4011-3 du code la santé publique

~

« Art. L. 4011-1 du CSP – Par dérogation, les professionnels de santé (inscrits à l'article L. 4011-1 du code de la santé publique) peuvent s'engager, à leur initiative, dans une démarche de coopération ayant pour objet d'opérer entre eux :

- des transferts d'activités ;
- ou d'actes de soins ;
- ou de réorganiser leur mode d'intervention auprès du patient. »

Date de création : juillet 2010

Date de révision : ...

À LIRE IMPÉRATIVEMENT AVANT DE REMPLIR LA GRILLE

La grille du protocole de coopération proposée a pour but d'aider les professionnels de santé à rédiger efficacement leur protocole de coopération.

Avant d'utiliser cette grille, les professionnels de santé sont invités à lire attentivement au moins la fiche « professionnels de santé » figurant dans le guide méthodologique publié le XXXXXX par la HAS et disponible sur le site Internet de la HAS.

* www.has-sante.fr.

Tous les sigles et/ou les acronymes employés dans le protocole de coopération doivent être explicités.

MODE OPÉRATOIRE

EN PRATIQUE, si vous souhaitez rédiger un protocole de coopération :

- 1) Télécharger / Enregistrer la grille sur votre ordinateur.
- 2) Renseigner tous les items.
- 3) Penser à être précis et synthétique dans votre rédaction.
- 4) Sauvegarder la grille une fois remplie.

INFO-BULLE – Lorsque ce mot apparaît, placer-y le curseur et des informations apparaîtront en appuyant sur la touche : « **F1** » du clavier sur PC, ou sur la touche « **aide** » sur Mac.

Des LIENS INTERNET sont activés. En plaçant le pointeur sur le lien et en appuyant sur la touche [Ctrl] du clavier vous serez automatiquement dirigé vers le site Internet mentionné.

Région: A - H / POITOU	-CHARENTES	Date de création :	17/03/2011
<u>ltems</u>	Réponses :		
Besoin de santé régional auquel répond ce protocole de coopération	Les besoins de santé régionaux auxquels répond ce protocole de coopération sont : 1 - améliorer la qualité des soins de premier recours, en particulier les maladies chroniques; 2 - répondre aux tensions toujours plus aïgues sur la démographie médicale; 3 - se maintenir dans un cadre d'efficience des nouvelles organisations ou de nouveaux protocoles.		
Intitulé du protocole de coopération	"ASALEE": travail en équipe infirmièr(e)s délégué(e)s à la santé populationnelle & médecins généralistes pour l'amélioration de la qualité des soins et l'allocation optimisée de la disponibilité des "professionnels de santé" sur le territoire concerné		
Caractéristiques des patients pris en charge dans le cadre du protocole de coopération	Ce sont des patients dont un des médecins du cabinet médical est médecin traitant, et qui correspondent aux critères d'éligibilité de chaque protocole : voir le paragraphe introductif de chacun des protocoles en annexe, qui donne les critères des cohortes selon les pathologies : Diabétiques, Hypertendus, risque cardio-vasculaire, Tabagiques à risque BPCO, Démence de type Alzheimer, Personnes Agées ou Fragiles à domicile, etc		
Liste exhaustive d'acte(s) ou activité(s) dérogatoire(s) aux conditions légales d'exercice	Les activités dérogatoires aux conditions légales d'exercice des infirmier(e)s réalisées par le délégué infirmier(e) sont : 1 - suivi du patient diabétique de type 2 incluant rédaction et signature de prescriptions des examens HbA1c, micro- albuminurie, dosage du HDL* Cholestérol, créatinémie, fond d'œil; prescription et réalisation des ECG; prescription, réalisation et interprétation des examens des pieds; 2 - suivi du patient à risque cardio vasculaire incluant prescription et réalisation des ECG; 3 - suivi du patient tabagique à risque BPCO incluant prescription, réalisation et interprétation de la spirométrie; 4 - consultation de repérage des troubles cognitifs et réalisation de test mémoire, pour les personnes âgées;		
Nature de la dérogation (plusieurs réponses possibles)	 ☐ Réalisation d'acte(s) ou activité(s) à visée diagnostique avec ou sans interprétation ☐ Réalisation d'acte(s) ou activité(s) à visée thérapeutique avec ou sans interprétation ☐ Réalisation d'acte(s) ou activité(s) à visée préventive, préciser : ☐ dépistage, ☐ vaccination, autres : ☐ Interprétation d'un examen ☐ Prescription ☐ Autres, préciser : 		
Lieu de mise en œuvre du protocole de coopération	Il s'agit de tous les cabinets actuels et futurs "ASALEE" de Poitou-Charentes, et des autres régions intéressées, représentés ici par un des leurs, le cabinet médical de Châtillon-sur-Thouet, dans les Deux-Sèvres (79). Le domicile de certains patients est également un des lieux d'exercice de la coopération (au sens large du terme incluant foyer logement) pour le protocole de repérage des troubles cognitifs et réalisation de test mémoire		

II. – INTITULÉ DU PROTOCOLE

Les informations demandées doivent permettre d'identifier l'acte(s) de soins, ou l'activité(s) ou la réorganisation des modes d'intervention des professionnels de santé entre eux auprès du patient, et les professionnels de santé concernés par le protocole de coopération au sens du code de la santé publique.

"ASALEE": un travail en équipe constituée d'infirmièr(e)s délégué(e)s à la santé populationnelle et de médecins généralistes Mots Clés: Démographie Médicale, Maladie Chronique, Dépistage et Suivi du Diabète de Type 2, HyperTension Artérielle, Suivi du patient à Risque Cardio-Vasculaire, Tabagiques à risque BPCO, Démence de type Alzheimer;

Cadre réservé à la HAS

Thème du protocole

À la réception du protocole, la HAS définira un thème qui sera intégré dans le système d'information national. Le thème a pour objectif de faciliter la recherche des protocoles autorisés.

III. - CONTEXTE DU PROTOCOLE

A) Justification de la demande

1) Identifier le problème à résoudre ou le besoin constaté au niveau régional

Le présent protocole de coopération répond à un triple besoin Régional (source - panorama de la santé en Poitou-Charentes - ORS - 2010)

- 1 comme certaines autres régions, le Poitou-Charentes est marqué par une démographie médicale inégale. Le département des Deux-Sèvres (79) est, des quatre départements de la région, le moins doté. D'après les travaux de la mission régionale de santé publiés en 2010, dix zones de Poitou-Charentes seraient « très sous-dotées » soit disposant entre 35 à 79 médecins généralistes libéraux pour 100.000 habitants. (moyenne nationale autour de 100). De plus, les effectifs de professionnels âgés de 55 ans et plus ont connu dans la région une croissance de 327 % chez les généralistes en un peu plus de 10 ans; la situation est de plus en plus tendue notamment en secteurs rural et semi-rural;
- 2 l'amélioration du suivi des maladies chroniques, et en particulier du diabéte de type 2, des risques cardio-vasculaires et des risques BPCO, dont la prévalence connaît, comme ailleurs, une augmentation significative et croissante dans le temps : on annonce deux fois plus de patients dans certaines de ces catégories de risques d'ici 10 ans; cette population de patients et de "nouveaux patients" a besoin d'être informée, formée, régulièrement suivie. Qu'on puisse, en dehors de phase aïque, lui consacrer du temps...;
- 3 le département des Deux-Sèvres est celui qui, en France, présente le "moins" de personnes repérées avec démence de type Alzheimer. Rendre possible un repérage plus systématique des troubles cognitifs est donc un besoin auquel la région doit pouvoir apporter des réponses. Or, il est connu qu'un repérage de troubles cognitifs est une consultation qui est extrêment chronophage.

Il ressort de cette synthèse des besoins un vif intérêt à ce qui peut permettre de réorganiser en équipe pluri-pluriprofessionnelle la prise en charge des patients, non seulement pour les pathologies évoquées dans le présent protocole, mais, plus généralement et à terme, pour toute la patientèle d'un cabinet devenant par le fait maison de santé..

2) Préciser en quoi la problématique identifiée justifie une dérogation au titre de l'article L. 4011-1 du code de la santé publique ?

Dans l'intervention de suivi assurée par un(e) infirmièr(e), une validation systématique et continue du médecin généraliste altérerait l'efficience de la prise en charge, lorsque, pour des examens déterminés, l'infirmièr(e) formé(e) est en mesure de prescrire, en certains cas de le réaliser, et en certains cas d'assurer une interprétation, de l'examen.

De plus des besoins supplémentaires ont été exposés dans des domaines dans lesquels les médecins généralistes ne disposent pas d'assez de temps pour répondre complètement à la demande de soins : notamment : repérage des troubles cognitifs et proposition et réalisation de spirométrie régulière pour les patients tabagiques.

Dérogatoirement à son décret de compétence, (29 juillet 2004) il est donc demandé que l'infirmièr(e) puisse conduire ces actions avec plus autonomie.

D'autres protocoles sont également à l'étude qui viendraient constituer de nouvelles étapes de délégation médecins généralistes - infirmière, dans les protocoles de coopération.

En synthèse, la généralisation d'un dispositif comme ASALEE tout en accroissant son efficience, en particulier dans des territoires sensibles en démographie médicale - mais ASALEE reste efficient ailleurs- doit consacrer l'autonomie pour l'infirmièr(e), autonomie à laquelle répond le cadre article 51..

<u>NB</u>: La HAS pourra vous demander le ou les texte(s) réglementaire(s) à l'appui de votre argumentation.

Zone info

Documents / outils / instances pouvant être utilisés ou consultés

- Projet régional de santé (PRS).
- Agence régionale de santé (ARS).
- Union régionale des professions de santé (URPS).
- Comités régionaux des professions de santé (antennes régionales de l'ONDPS).
- Programme de formation, textes réglementant la profession, etc.
- Consultation des instances ordinales ou des associations professionnelles concernées.
- Etc.

III. – CONTEXTE DU PROTOCOLE (SUITE)			
B) Description du fonctionnement <u>ACTUEL</u>			
1) <u>Organisation des professionnels de santé</u>			
a) Informations concernant le profil du <u>DÉLÉGANT</u> :			
Spécialité	Médecine Générale		
Profession du délégant	Médecin		
Spécialité pour les infirmier(e)s	☐ IADE ☐ IBODE ☐ Puéricultrice ☐ Autres, préciser :		
Qualification ordinale (médecin)	médecin généraliste		
Mode d'exercice			
Effectif/discipline du délégant	4 ou 5 médecins généralistes		
b) Informations concernant le profil du <u>DÉLÉGUÉ</u> :			
Spécialité			
Profession du délégué	Infirmièr(e)		
Spécialité pour les infirmier(e)s	☐ IADE ☐ IBODE ☐ Puéricultrice ☐ Autres, préciser : délégué(e) à la santé populationnelle		
Qualification ordinale (médecin)			
Mode d'exercice			
Effectif/discipline du délégué	ine du délégué un(e) infirmièr(e) pour 4 ou 5 médecins généralistes		
le délégué peut être en exercice salarié ou en exercice libéral : les deux modes ont été éprouvés au cours de la phase pilote. Il peut également intevenir pour plusieurs cabinets, par exemple 2 cabinets de 2 ou 3 médecins généralistes			

@ Zone info

Voir à la fin de ce document la définition de délégant et de délégué.

III. – CONTEXTE DU PROTOCOLE (SUITE)				
B) Description du fonctionnement <u>ACTUEL</u> (suite)				
1) Organisation des professionnels de sa	nté (suite)			
	c) Existe-t-il un système d'information partagée entre les professionnels de santé ? OUI NON NON Si possible, expliquez le processus de partage de l'information entre les différents professionnels :			
Dans le cabinet médical qui fait la présente demande, un logiciel de gestion de cabinet est en place et les médecins généralistes y partagent, avec le consentement des patients, les informations des dossiers médicaux.				
On doit considérer que c'est une condition de faisabilité pour l'application du présent protocole de coopération que les dossiers médicaux soient informatisés dans le cabinet et accessibles en réseau local, à partir d'un bureau situé dans le cabinet.				
Egalement, depuis leur poste de travail, les médecins généralistes peuvent accéder, dans des conditions à l'état de l'art de la sécurité,* à des services disponibles sur Internet. C'est également une condition de faisabilité pour l'application du présent protocole de coopération, pour le suivi et le contrôle de la bonne application de celui-ci.				
Ces accès ont lieu dans le cadre de l'article L110-4 du CSP, et plus particulièrement de la mention définissant les conditions d'accès aux données médicales nominatives en Maison de Santé. Les systèmes d'information (logiciel de gestion de cabinet) et les fichiers d'information médicale nominative sont déclarés à la CNIL.				
d) Quelles sont les modalités d'analyse des pratiques existantes à ce jour ? – Ne pas répondre ici : cf. chapitre « Description du protocole clinique de prise en charge des patients »				
e) L'accès aux soins				
La continuité des soins est-elle organisée ?	OUI ⊠ NON □			
La permanence des soins est-elle organisée ?	OUI ⊠ NON □			
Quels sont les délais moyens d'obtention d'un rendez-vous ou de prise en charge ?	Selon l'urgence, les rendez-vous peuvent être pris dans la journée			

III. - CONTEXTE DU PROTOCOLE (SUITE)

B) Description du fonctionnement ACTUEL (suite)

2) Chiffrer la file active de patients

Les informations demandées doivent permettre d'identifier le flux de patients pris en charge par les professionnels de santé en précisant la période considérée

Le nombre de patients éligibles du cabinet déposant est de l'ordre de 2200.

La file active de patients du présent protocole est la suivante :

- * 250 patients diabétique de type 2;
- * 440 patients à risque cardio-vasculaire, susceptibles de bénéficier de l'ECG;
- * 220 patients Tabagiques à risque BPCO, susceptibles de bénéficier de la spirométrie;
- * 130 patients âgés (plus de 75 ans) susceptibles de bénéficier d'un repérage des troubles cognitifs ;

Ces données sont cohérentes avec une statistique établie sur 6 années d'expérience sur désormais près de 60 implantations ASALEE, dans 10 départements, 5 régions, représentant plus de 110.000 patients.

3) Décrire le processus clinique actuel – Ne pas répondre ici : cf. chapitre « Description du protocole clinique de prise en charge des patients »

Zone info

Documents / outils / instances pouvant être utilisés ou consultés

- Toutes les études réalisées dans ce domaine.
- Données du PMSI.
- Données des organismes d'assurance maladie.
- Etc.

A) Objectifs du protocole de coopération entre professionnels proposés

- 1) Information du patient
 - Expliquer les modalités prévues pour l'information du patient et pour le recueil de son consentement éclairé dans le cadre du protocole de coopération
- 1 Plusieurs affiches voir annexe 7 sont apposées dans le hall d'entrée et les salles d'attente, qui expliquent aux patients ou aux personnes présentes dans le cabinet le fonctionnement du travail en équipe infirmièr(e) délégué(e) à la santé populationnelle médecin généraliste et la nature dérogatoire de son exercice dans les 3 dimensions du protocole :
- * suivi du patient diabétique de type 2 incluant rédaction et signature de prescriptions types des examens, prescription et réalisation des ECG, prescription, réalisation et interprétation des examens des pieds;
- * suivi du patient à risque cardio vasculaire incluant prescription et réalisation des ECG;
- * suivi du patient Tabagique à risque BPCO, incluant prescription, réalisation et interprétation de spirométrie;
- * consultation de repérage des troubles cognitifs et réalisation de test mémoire, pour les personnes âgées

Le patient est explicitement invité à signaler sa candidature auprès de l'infirmièr(e) ou du médecin pour demander son adhésion à cette forme de prise en charge.

Dans tous les cas, si le patient fait la demande auprès de l'infirmièr(e) pour être inclus dans un protocole, l'infirmièr(e) en informe systématiquement le médecin.

Cela est également vrai lorsque le patient est déjà suivi dans une des dimensions du protocole (exemple suivi diabète) et qu'il souhaite être inclus dans un autre protocole

L'affiche précise donc la liste des caractéristiques des patients pris en charge ainsi que le détail des activités dérogatoires pratiquées par l'infirmièr(e)

- 2 Dans la phase de montée en puissance du protocole, c'est en général soit à l'occasion d'un passage au cabinet d'un patient, soit au décours d'une consultation médicale avec un patient éligible, soit à l'occasion d'une rencontre avec l'infirmièr(e) pour un autre motif (éducation thérapeutique par exemple), que, estimant que le patient est éligible et possiblement disposé a priori à un suivi par l'infirmièr(e), le service est proposé
- 3 Cette information est étayée par un document de présentation voir annexe 8 rappelant le cadre d'intervention de l'infirmièr(e), une synthèse des thèmes traités, les conditions d'accès au prototocole, les conditions d'accès aux information à l'état de l'art, document dont la signature formelle tient lieu de consentement. Ce document de consentement est conservé dans son dossier médical
- 4 A tout moment, et sans avoir à donner d'explication, le patient qui a intégré un protocole peut décider de ne plus être suivi pour sa pathologie dans le cadre du protocole dérogatoire, par simple demande à son médecin traitant ou à l'infirmièr(e), et être alors suivi comme habituellement par son médecin traitant. Par ailleurs, dès l'information initiale sur le protocole de coopération, le patient peut décider de rester suivi par son médecin traitant comme habituellement.

2) Expliquer les objectifs poursuivis à travers le protocole de coopération entre professionnels de santé

D'une façon générale, les concepteurs du présent protocole visait dans un travail d'équipe médecins généralistes - infirmièr(e) un triple objectif :

- (1) l'amélioration de la qualité des soins,
- (2) une contribution à la réorganisation de l'offre de soins dans un contexte de démographie médicale tendue
- (3) une efficience telle qu'elle puisse, pour des résultats médicaux meilleurs qu'une prise en charge traditionnelle, au moins auto-financer l'exercice ASALEE sur les économies de consommations de soins réalisées.

Après 6 années de pratiques de coopération, une montée en puissance géographique et un enrichissement de protocoles, sans contrainte sur le type de statut (salarié/libéral) des intervenants infirmièr(e)s, l'article 51 de la loi HPST est naturellement apparu à ceux qui pratiquaient l'exercice ASALEE comme une invitation à consacrer une pratique de coopération en formalisant plus nettement les responsabilités que prenaient l'infirmièr(e) au sein de l'équipe, et de rendre cette pratique accessible au plus grand nombre puisqu'en améliorant l'efficience de la prise en charge, cela devait permettre d'en pérenniser l'exercice. Plus généralement, ASALEE constitue aussi une organisation de gestion opérationnelle du risque propre à la mise en place de cette coopération.

B) Description du protocole interdisciplinaire ou interprofessionnel

1) Présenter les professionnels de santé qui soumettent le protocole de coopération à l'ARS

Les informations demandées doivent permettre d'identifier au moins (prénom, nom, profession) un référent pour chaque profession à l'origine de la création du protocole de coopération ainsi qu'une personne à contacter (prénom, nom, téléphone, adresse mail) pour l'instruction du protocole de coopération.

Les référents pour le présent protocole sont :

* pour le délégant : docteur Jean GAUTIER, médecin généraliste, président de l'association ASALEE Cabinet Médical de Chatillon-sur-Thouet, 4 allée Besson Bien-Aimée, 79200, Chatillon-sur-Thouet tél : 05 49 95 15 57 / mob : 06 76 81 01 28 / fax : 05 49 95 15 33 / email : j.gautier@medsyn.fr Le docteur Jean Gautier représente dans le présent dépôt l'Association ASALEE : 70 rue du Commerce 79170 Brioux-sur-Boutonne, qui est à l'origine de la conception du présent protocole.

Une commission inter-régionale composée d'infirmièr(e)s ASALEE expérimenté(e)s, libérales et salarié(e)s, et de médecins généralistes en cabinet ASALEE en a construit puis validé le contenu. Les éléments médicaux s'appuient sur l'expérience propre de 7 années d'exercice ASALEE, et ont été validés lors de la conception par des experts de la HAS (ASALEE ayant été agréée à l'époque au titre de l'arrêté dit "Berland").

* pour le délégué : madame Claudie GOUBEAU, infirmière, référente infirmière ASALEE Cabinet Médical de Chatillon-sur-Thouet, 4 allée Besson Bien-Aimée, 79200, Chatillon-sur-Thouet tél : 05 49 95 15 57 / mob : 06 89 99 00 11 / fax : 05 49 95 15 33 / email : c.goubeau@informed79.fr D'une façon plus générale, il y a un animateur référent ASALEE médecin et une animatrice infirmière ASALEE par groupe de 7 infirmières, sur les implantations actuelles.

B) Description du protocole interdisciplinaire ou interprofessionnel (suite)

- 2) <u>Préciser le cadre de la coopération envisagée</u>. Les informations demandées doivent permettre de comprendre les caractéristiques médicales et/ou sociales des patients pris en charge dans le cadre du protocole de coopération
- 1 pour le volet : suivi du patient diabétique de type 2 incluant rédaction et signature de prescriptions des examens HbA1c, micro-albuminurie, dosage du HDL Cholesterol, créatinémie, fond d'œil; prescription et réalisation des ECG; prescription, réalisation et interprétation des examens des pieds; : Il s'agit des patients diabétiques de type 2 avérés dont le médecin généraliste est le médecin traitant, directement repérés dans les bases de données du cabinet, ou dépistés au cours d'une prise en charge au fil de l'eau, par deux glycémies successives à plus de 1,26 g/L
- 2 pour le volet : suivi du patient à risque cardio vasculaire incluant prescription et réalisation des ECG,; Il s'agit des patients à risque cardio-vasculaire dont le médecin généraliste est médecin traitant. Ces facteurs de risque sont : âge > 45 ans pour les hommes, > 55 ans pour les femmes, antécédents familiaux, tabagisme actif ou arrêt de moins de 3 ans ; HTA certifiée ; hyperlipidémie ; HVG électrique;
- 3 pour le volet : suivi du patient Tabagique à risque BPCO, prescription, réalisation et interprétation de spirométrie. Il s'agit des patients tabagiques de plus de 40 ans, fumeurs et anciens fumeurs, ayant plus de 20 paquets.année pour les hommes et plus de 15 paquets.année pour les femmes, à risque BPCO.
- 4 pour le volet : consultation de repérage des troubles cognitifs et réalisation de tests mémoire, pour les personnes âgées : il s'agit des patients de plus de 75 ans et toutes personnes repérées par le réseau de vigilance médico-social dont un événement survenu dans l'environnement, dans ses habitudes de vie, dans son comportement, est susceptible d'évoquer un trouble cognitif

Lieu de réalisation de la coopération	
☐ Cabinet d'exercice libéral de groupe	
☐ Cabinet d'exercice libéral individuel	
☐ Centre de santé	
☐ Établissement de santé	
□ HAD	
⊠ Maison de santé	
☑ Pôle de santé	
Réseau de santé	
Liste non exhaustive, préciser le lieu s'il ne figure pas dans la liste :	domicile au sens large (y compris foyer logement)

Zone info

Documents / outils / instances pouvant être utilisés ou consultés

- Données du PMSI.
- Comités régionaux des professions de santé (antennes régionales de l'ONDPS).
- Données des organismes d'assurance maladie.
- Etc.

B) Description du protocole interdisciplinaire ou interprofessionnel (suite)

3) Répondre aux questions suivantes

Comment vont s'articuler les différents intervenants et comment est orienté le patient ?	Ne pas répondre ici : cf. chapitre « Description du protocole clinique de prise en charge des patients »
Quel est le système d'information informatisé utilisé ?	Trois systèmes d'information, déclarés auprès de la CNIL, sont utilisés en majorité : (1) les logiciels de gestion de cabinets pour la partie médicale de ces derniers; (2) un système d'information propre à l'exercice ASALEE qui assure le contrôle du process, l'évaluation temps réel; (3) le système d'information Vigilance, qui permet aux aides soignantes et auxiliaires de vie de signaler tout évément de nature social ou médico-social qui serait de nature, après interprétation de l'équipe Asalée, de justifier une adaptation de la prise en charge
Quelles sont les ressources matérielles et techniques utilisées ?	Les ressources matérielles et techniques utilisées sont les suivantes : (1) des affiches annonçant l'exercice ASALEE au sein du cabinet (2) le cahier des protocoles ASALEE (3) des supports pédagogiques propres à chaque protocole (4) des appareils d'automesure, (5) le cas échéant, selon les sites, appareil à électrocardiogramme, monofilament, spiromètre, (6) optionnellement et selon les sites, des capteurs médicaux poids, tension, capables de transmettre à distance les informations
Quels sont les gains cliniques attendus et ceux-ci peuvent-ils être mesurés ?	Ne pas répondre ici : cf. chapitre « Description du protocole clinique de prise en charge des patients »
Des conditions de financement complé- mentaires de l'intervention de certains professionnels sont-elles requises ?	Des conditions sont requises dont le cadre connu à ce jour des Nouveaux Modes de Rémunération type 3 constitue une définition possible. Ce cadre doit permettre d'indemniser l'activité infirmière à savoir : (1) salaires et charges infirmières; (2) temps de coopération du médecin; (3) charge de gestion & système d'information & moyens logistiques

- B) Description du protocole interdisciplinaire ou interprofessionnel (suite)
 - 4) <u>Décrire les actes de soins, les activités de soins, ou la réorganisation des modes d'intervention n'incluant pas d'entente illicite dérogatoire au regard des dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions de santé concernées et les modalités de surveillance qui en découlent</u>
 - Les actes des soins, les activités ou la réorganisation des modes d'intervention seront décrits ci-après. Dès la phase de création d'un protocole de coopération, les professionnels doivent être vigilants sur le fait que la mise en œuvre d'une pratique dérogatoire aux conditions légales d'exercice devra prendre en compte les interdictions telles que le compérage figurant dans les règles professionnelles ou règles déontologiques applicables aux professionnels (lorsqu'elles existent).

- B) Description du protocole interdisciplinaire ou interprofessionnel (suite)
 - 5) Description du protocole clinique de prise en charge des patients
 - a) Description de la prise en charge du patient et de l'acte(s) de soins ou l'activité(s) ou la réorganisation des modes d'intervention des professionnels de santé auprès du patient

Décrivez le processus global de prise en charge du patient, indiquez qui fait quoi, à quel moment se réalise(nt) l'acte(s) ou l'activité(s) ou la réorganisation des modes d'intervention des professionnels de santé auprès du patient, décrire comment s'articulent les professionnels de santé entre eux et quel est leur niveau de responsabilité.

Le processus global est donc le suivant :

- (1) le délégué repère, si nécessaire avec l'aide du délégant, dans les bases de données les patients éligibles, selon les critères de chaque protocole
- (2) le délégué, si nécessaire, et à l'occasion de ce repérage, met à jour les données dans le logiciel de gestion du cabinet,
- (3) le délégant invite les patients au cours de consultations à bénéficier de la prise en charge dérogatoire assurée par le délégué selon les thèmes (diabète, risque cardiovasculaire, risque BPCO, troubles cognitifs). Le patient peut également, ayant lu les affiches dans le cabinet ou au décours d'une autre intervention du délégué prendre l'initiative de ce contact. En cas d'un contact direct du patient avec le délégué, celui-ci en informe aussitôt le délégant;
- (4) le délégué recueille, lors de la première rencontre avec le patient, le consensement du patient
- (5) le délégué assure ces consultations au cours desquelles il pratique les actes dérogatoires, dont, dans le cadre du présent protocole, il assume la responsabilité. Ces consultations comprennent également, selon les cas, des volets éducationnels (type ETP), le cabinet déposant pouvant adhérer par ailleurs à un protocole ETP agréé par l'ARS sur les volets diabète, cardio-vasculaire et Tabagiques à risque BPCO.
- (6) Le cas échéant, si l'état du patient le justifie selon des critères d'alertes ou seuil propre à chaque protocole, les critères d'alerte sont différenciés le délégué en réfère immédiatement au délégant ou à un médecin présent dans le cabinet. Ces critères sont donnés en annexe dans chaque protocole.
- (5) le délégué met à jour sur le logiciel du cabinet et sur le logiciel de suivi du protocole de coopération un bilan de consultation et les données médicales,
- (6) le cas échéant le délégué produit des mémos-alertes ou notes qu'il juge utile au délégant (exemple événement indésirable...).
- et (7) le délégué et le délégant tiennent ensemble le staff de debriefing et analysent ces données (voir annexe 10)

Le protocole global et les phases détaillant les actes dérogatoires sont présentés sur documents séparés, de façon détaillée, avec copie des principaux écrans de suivi informatique :

Annexe 1 et Annexe 2 : protocole cadre, Annexe 3 : protocole de dépistage et de suivi du patient diabétique de type 2; Annexe 4 : protocole de repérage et de suivi du patient à risque cardio-vasculaire, Annexe 5 : protocole de repérage et de suivi du patient Tabagique à risque BCPO et Annexe 5 : protocole de repérage des troubles cognitifs. Les professionnels adapteront les prises en charge à l'évolution des recommandations au cours du temps

Dans ces descriptions, les niveaux d'intervention et de responsabilités des délégants (médecin généraliste), délégués (infirmière) et autres professionnels ou patients sont également explicités. Les différentes étapes de ce processus de prise en charge ont été analysées et décrites en équipe pluri-professionnelle en suivant la grille d'analyse de risque de la HAS : identification des risques de chaque étape --> analyse des risques --> solutions à mettre en oeuvre

Dans le cadre de la dérogation aux conditions légales d'exercice, listez ci-dessous de manière exhaustive l'acte(s) de soins ou activité(s) transféré(s) au délégué ou la façon dont les professionnels de santé vont réorganiser leur mode d'intervention auprès du patient.

Précisez pour chaque acte si besoin, ou globalement, la nature de l'intervention du délégant pour contrôler la réalisation par le délégué de l'acte(s) de soins ou de l'activité(s).

Astreinte, supervision, validation, autres (préciser) :

Les activités dérogatoires aux conditions légales d'exercice réalisées par le délégué sont les suivantes :

- 1 suivi du patient diabétique de type 2 incluant
- * rédaction et signature de prescriptions des examens HbA1c, micro-albuminurie, dosage du HDL Cholesterol, créatinémie, fond d'œil;
- * prescription et réalisation des ECG:
- * prescription, réalisation et interprétation des examens des pieds, incluant mono-filament;
- 2 suivi du patient à risque cardio vasculaire incluant :
- * prescription et réalisation des ECG,
- 3 suivi du patient Tabagique à risque BCPO incluant :
- * precription, réalisation et interprétation de spirométrie
- 4 consultation de repérage des troubles cognitifs et réalisation de test mémoire, pour les personnes âgées

Autour de ces activités dérogatoires, s'inscrivent des activités non directement dérogatoires, comme l'éducation thérapeutique, la mise à jour régulière des données sur le logiciel de gestion du cabinet, mais dont la réalisation par l'infirmière sera d'autant plus efficiente qu'elles seront effectuées dans ce cadre

En majorité, hors système d'alerte (voir ci-après notamment événements indésirables et les différents critères d'alerte et de recours au délégant selon les protocoles) le contrôle de l'action du délégué par le délégant se concentre dans un staff mensuel.

Ces précisions sont apportées par protocole, dans les annexes au présent document :

- * Annexe 1 et Annexe 2 : protocole cadre,
- * Annexe 3 : protocole de dépistage et de suivi du patient diabétique de type 2:
- * Annexe 4 : protocole de repérage et de suivi du patient à risque cardio-vasculaire
- * Annexe 5 : protocole de repérage et de suivi du patient Tabagique à risque BPCO
- * et Annexe 6 : protocole de repérage des troubles cognitifs.

Dans ces descriptions, les niveaux d'intervention et de responsabilités des délégants, délégués et autres professionnels ou patients sont également explicités.

Quels sont les moyens utilisés par le délégant pour s'assurer de la réalisation par le délégué de l'acte(s) de soins ou de l'activité(s), ou quels sont les moyens utilisés par les professionnels de santé qui réorganisent leur mode d'intervention auprès du patient ?

Toute l'activité du délégué est consignée en temps réel sur un système d'information partagé.

Lors du staff mensuel, la consultation du système permet au délégant de discuter avec le délégué à l'appui de données chiffrées : activités, résultats médicaux, évaluation des consultations, etc.

Sur critère d'alertes différenciés pour chaque protocole, le délégué doit recourir au délégant.

Le délégué peut être amené à poster des mémos-alertes sur le logiciel de gestion de données médicales du cabinet.

Enfin, la proximité géographique - le délégué exerce au sein du cabinet des délégants - permet d'assurer une coordination synchrone si nécessaire.

- B) Description du protocole interdisciplinaire ou interprofessionnel (suite)
 - 5) <u>Description du protocole clinique de prise en charge des patients (suite)</u>
 - a) Description de la prise en charge du patient... (suite)

Décrire ci-dessous comment le délégué réalise l'acte(s) de soins ou l'activité(s), ou comment les professionnels de santé se sont réorganisés pour intervenir auprès du patient ?

En complément de la présentation des processus décrits dans les documents annexés les éléments d'organisation à signaler sont les suivants :

- * le délégué (infirmièr(e)) dispose d'un bureau par cabinet dans lequel il intervient (ce bureau pouvant donc être aussi un bureau de passage lorsque le délégué intervient dans plusieurs cabinets);
- * l'activité de consultation (rencontre patient délégué) se déroule majoritairement dans ce bureau et possiblement au lieu de vie du patient pour le repérage des troubles cognitifs et consultation mémoire;
- * l'activité de préparation et de synthèse de ces consultations, ainsi que la collecte et mise à jour des données ont également lieu à partir de ce bureau, en accédant, avec un ordinateur connecté au réseau (1) au logiciel de gestion du cabinet et (2) au système central anonymisé ASALEE La réorganisation de la prise en charge par le délégant (le médecin) est progressive :
- * d'une part, elle se fait au fur et à mesure de la montée en puissance de chaque protocole,
- * d'autre part, au fil du temps, les rencontres avec le délégant (médecin) visant alors plus les phases aïgues alors que celles avec l'infirmière viseront plus les phases de routine

Temps consacré à la réalisation de l'acte(s) de soins ou de l'activité(s) pour chaque acteur, ou temps consacré à la nouvelle prise en charge dans le cadre d'une réorganisation des modes d'intervention des professionnels de santé auprès du patient. Préciser ci-dessous le temps estimé pour le délégué et le temps passé par le délégant à faire cet acte(s) ou activité(s) avant la coopération. **Utiliser la même unité de temps pour chaque acteur**.

Temps estimé pour le délégué :

L'activité du délégué pour la mise en place du protocole de coopération pour 4,5 médecins généralistes à temps plein représente 1 équivalent temps plein de travail dans le format de protocole ici présenté.

Dans le détail : 1/3 de son temps est consacré à du travail sur dossier médical, préparation, analyse, mise à jour des données, et 2/3 de son temps à des consultations, hors période de formation

Les temps de rencontre élémentaires sont estimés être les suivants : dépistage de diabéte + consultation hygiéno diététique (43mn), suivi du diabétique de type 2 :1ère rencontre (51 mn) rencontres suivantes (43 mn), suivi risques cardio-vasculaires (50 mn); suivi Tabagique à risque BPCO (50 mn); repérage troubles cognitifs (54 mn)

Pour le délégant avant le transfert, les temps élémentaires de consultation pour des motifs et des contenus strictement identiques peuvent être considérés comme identiques en théorie à ceux du délégués après transfert. Dans la mesure où le délégué assure, au cours de la consultation comprenant l'acte dérogatoire, une mission d'ETP, on a pu estimer en ce cas que le temps passé par le délégant avant transfert, sans ce volet explicite ETP, était de l'ordre de la moitié du temps passé par le déléqué Temps passé par le délégant avant le transfert : pour les volets diabètes et risque cardio-vasculaire Le temps de la mise à jour des données n'est pas significatif, dans la mesure où, même après délégation, ce temps de mise à jour est masqué au cœur des consultations du délégant, ou devient du temps de prise en compte des données. Pour le délégant, il y a pour la phase d'appropriation du protocole, de mise en place du délégué, et d'accompagnement de la montée en charge, un temps qu'on peut estimer à au moins 5 jours d'investissement à répartir sur 3 mois. Temps consacré à la nouvelle prise en charge si réorganisation des modes d'intervention Ensuite, une demi-journée par mois est consacré par le délégant en moyenne à cette nouvelle forme de des professionnels de santé auprès du patient : prise en charge : d'une part dans la réunion mensuelle formelle, et d'autres part, dans la prise en compte. au fil de l'eau, des éléments que le déléqué sera amené à échanger avec le délégant, temps de coordination implicite.

Où a lieu la mise en œuvre du protocole de coopération (préciser si les professionnels de santé sont sur des sites différents)?

Le protocole est mis en œuvre dans le cabinet, et, exceptionnellement, si le patient ne peut pas se déplacer, au domicile de celui-ci pour le protocole de repérage des troubles cognitifs.

A noter que la capacité du système national ASALEE permet de venir compléter exceptionnellement des données pour un cabinet à partir d'une autre implantation, mais ce mode doit rester l'exception --> la présente demande est faite pour un des 3 cabinets auprès desquels l'infirmière intervient.

B) Description du protocole interdisciplinaire ou interprofessionnel (suite)

- 5) Description du protocole clinique de prise en charge des patients (suite)
 - b) Description de la démarche qualité et de la sécurité des soins pour la prise en charge du patient

Quels sont les critères d'alerte du délégué qui déclenchent l'intervention du délégant, ou quels sont les critères d'alerte des professionnels de santé dans le cadre d'une réorganisation de leurs modes d'intervention auprès du patient ?

Pour chacun des protocoles, selon les pathologies, des critères d'alertes sont précisés. Ils conduisent le délégué à en référer immédiatement au délégant Par ailleurs, indépendamment de ces critères d'alerte lié à la clinique, des critères d'alerte de processus sont génériques. 3 cas sont envisagés :

- * : refus de patient de recevoir des prescriptions émanant de l'infirmière (HbA1c, ECG, examen pied, spirométrie, repérage troubles cognitifs)...)
- * : refus de patient d'avoir un examen prescrit par l'infirmière réalisé par elle (ECG, Spirométrie, Examen du Pied, Test troubles cognitifs);
- * : diminution du taux de respect des prescriptions ou des réalisations examens pour les patients inclus dans la prise en charge dérogatoire, ou au contraire sur-prescription, en comparaison d'une cohorte témoin prise en charge selon un mode non dérogatoire et/ou des règles de l'art

Listez les risques inhérents à ce transfert d'acte(s) de soins ou d'activité(s) ou de réorganisation des modes d'intervention des professionnels de santé auprès du patient.

Un critère d'alerte qui ne serait pas vu par le délégué, induisant un retard de prise en charge, et donc une perte de chance ou la minimisation par le délégué d'une incertitude réelle,(comme l'apparition d'une comorbidité non vue)

Une sur prescription en comparaison des règles de l'art, ou des résultats de tests positifs (pour les troubles cognitifs) mais qui seraient liés à des mauvaises conditions d'exécution du test

La discontinuité du service : si un patient est amené à manquer un rendez-vous prévu, ou un délégué (infirmière) absent

Quelles sont les actions préventives mises en œuvre eu égard aux risques identifiés ?

Le ciblage pour les suivis de routine d'abord sur des patients plutôt mono-pathologiques et des alerteurs automatiques sur valeurs biologiques, une formation afin de savoir détecter et isoler les cas où le délégué puisse dire : "je ne sais pas" et les staff réguliers qui permettent de se réajuster ;

Le suivi temps réel des taux (prescription, examen, indicateurs médicaux) permettant de détecter des écarts significatifs à la cible, et de corriger la pratique. Pour les troubles cognitifs en particulier, il sera possible d'organiser des doubles avis pour ajuster la pratique

Une organisation de remplacement : permanence d'infirmières organisée entre cabinets proches pratiquant le protocole, ou reprise de rendez-vous.

Comment allez-vous procéder pour assurer le signalement et l'analyse des évènements indésirables dans le cadre de la mise en œuvre du protocole de coopération ?

Chaque rencontre (consultation) avec le délégué fait l'objet d'une évaluation cotée.

Tout événement indésirable porté à la connaissance de l'infirmière au cours de cette consultation doit être notarisé avec la consultation, qui fait alors l'objet d'une cotation supplémentaire et d'une alerte spécifique auprès du délégant.

Cet événement fait l'objet d'une analyse documentée par le délégué lui-même dans le rapport de consultation.

Des indicateurs spécifiques sont retenus pour le suivi de événements indésirables, notamment : Nombre de réunions d'analyse des El/an, nombre et type d'El signalés et analysés/an, et nombre d'actions correctives mises en place/an

Les Evénements Indésirables sont revus lors du staff de debriefing

Quels sont les outils et les documents utilisés pour la gestion des évènements indésirables dans le cadre de la mise en œuvre du protocole de coopération ?

Le suivi des événements indésirables est documenté sur le système d'information ASALEE dans les formulaires d'évaluation de consultation (se référer pour cela au protocole cadre).

Lors du staff de debriefing, la revue des événements indésirables se fait avec une procédure d'analyse - voir annexe 10

IV. – PROTOCOLE DE COOPÉRATION ENTRE PROFESSIONNELS DE SANTÉ (SUITE)					
B) Description du protocole interdisciplinaire ou interprofessionnel (suite)					
5) <u>Descriptio</u>	5) Description du protocole clinique de prise en charge des patients (suite)				
b) Descrip	otion de la démarche qualité et de	e la sécurité des soins pour la pr	ise en charge du patient (suite)		
Quelles sont les modalités d'analyse des pratiques existantes avant la coopération et celles qui sont prévues dans le cadre du protocole de coopération ?					
	Modalités d'analyse des pratiques du délégué Modalités d'analyse des pratiques du délégant			ues du délégant	
	Groupe d'analyse des pratiques	variable selon les lieux d'exercice	Groupe d'analyse des pratiques	une fois par mois	
Avant la coopé-	Réunions de coordination pluridisciplinaire		Réunions de coordination pluridisciplinaire		
ration, précisez la périodicité	Réunions de suivi		Réunions de suivi		
(plusieurs répon-	☐ Revue de Morbidité Mortalité		Revue de Morbidité Mortalité		
ses possibles)	Staff en établissement de santé		Staff en établissement de santé		
	Développement Professionnel Continu		□ Développement Professionnel Continu	en général une fois par an	
	☐ Autres – préciser ci-contre		☐ Autres – préciser ci-contre		

Zone info

Avant la coopération, les professionnels de santé peuvent être engagés dans des modalités d'analyse des pratiques différentes.

Pendant la mise en œuvre du protocole de coopération, il est fortement recommandé que les professionnels de santé s'inscrivent ensemble dans un même processus d'analyse des pratiques.

IV. – PROTOCOLE DE COOPÉRATION ENTRE PROFESSIONNELS DE SANTÉ (SUITE) B) Description du protocole interdisciplinaire ou interprofessionnel (suite) 5) Description du protocole clinique de prise en charge des patients (suite) ☐ Groupe d'analyse des pratiques une fois par semestre (une journée) Réunions de coordination pluridisciplinaire une fois par mois (2h00) Dans le cadre du pro-Réunions de suivi une fois par semaine tocole de coopération. précisez la périodicité Revue de Morbidité Mortalité (plusieurs réponses Staff en établissement de santé possibles) Développement Professionnel Continu une fois par an (de 3 à 5 jours) Autres – préciser ci-contre analyse de risque a priori, structurant le protocole, et analyse a postériori des El Quels sont les outils utilisés pour la démarche qualité dans le cadre du protocole de coopération ?

Le système d'information support ASALEE permet à chaque délégué, pour chaque cabinet, de connaître en temps réel, à la date du jour, avec des arrêtés par trimestre, la position du cabinet pour les indicateurs médicaux, la moyenne des implantations ASALEE (près de 60), la borne haute et la borne basse. Ces données sont accessibles au contrôle interne de l'organisation ASALEE et également aux évaluateurs externes, membres du comité de pilotage. Une forme d'évaluation/contrôle interne temps réel est donc assurée à travers ce système.

Des revues des événements indésirables sont organisées : présentation du cas, recherche identification des problèmes rencontrés, évaluation selon gravité et fréquence, recherche des causes, mise en place de barrière de sécurité, traçabilité, retour vers les professionnels délégant et délégué. Ces revues associent les professionnels concernés selon les protocoles

Une revue annuelle du programme de formation est organisée pour la formation continue avec une association de formation agréée.

Des évaluations complètes sont conduites, tous les deux ans, qui portent sur : * l'évolution global des indicateurs médicaux / * l'efficience des programmes mis en œuvre (comparaison avec une cohorte témoin de la consommation de soins) /* l'évolution de la satisfaction des patients.

Toutes ces données sont, après validation, rendues publiques sur le site www.asalee.fr / Le passage en protocole article 51 peut conserver cette organisation de contrôle qualité.

Décrire les gains attendus eu égard à la mise en œuvre du protocole de coopération Vu du patient, c'est l'amélioration de sa situation de santé comparée à une prise en charge "traditionnelle" qui constitue le gain quantifiable. Il l'apprécie notamment sur des indicateurs médicaux principaux visibles pour lui hba1c, glycémie, poids, tension. Les nombreux témoignages obtenus au cours de l'évaluation par les patients viennent attester du ressenti positif de cette prise en charge sur son état de santé, pris au sens global du terme. Quelques mots clés significatifs qui reviennent souvent : confiance, utile, il faut que cela dure, écoute, dialoque, savoir prendre du temps, prendre conscience.... Dans l'intervention ASALEE, un évaluateur externe en sociologie des organisations avaient relevé l'alliance originale du care et du cure en ces termes (source : Institut de Cognitique, Département d'Ergonomie - EA 487 - Université Victor Ségalen - Bordeaux 2): "Les protocoles de dépistage appartiennent typiquement au monde du traitement : Les infirmières permettent au médecin de gérer Pour le patient : les aspects biomédicaux au plus près des connaissances contenues dans les protocoles, elles soutiennent sa mémoire (alertes) et sa pratique du traitement.-Les consultations infirmières ne constituent pas essentiellement un prolongement du traitement : elles s'inscrivent dans le monde du soin, avec une forte prise en compte des spécificités du patient. Pour pouvoir aborder les questions précises de la pathologie et de ses causes, l'infirmière considère le patient comme un être multidimensionnel. Elle prend le temps de le laisser parler, qu'il se sente en confiance et finalement, elle s'attache ainsi à lui faire comprendre que son problème est certainement en lien avec d'autres éléments, comme le contexte familial par exemple. Cette manière de considérer la consultation et le mode d'échange ouvre des possibles au patient pour devenir acteur de sa propre santé." Le passage en article 51 avec une coopération renforcée sera de nature à accentuer cette évaluation favorable pour le patient. Pour le délégué, le passage dans un cadre de protocole de coopération, nouvelle forme d'exercice, augmente son autonomie et le fait entrer dans un nouveau domaine de responsabilité, renforçant l'intérêt pour son exercice professionnel. Les délégués - infirmières retirent une très grande satisfaction des consultations avec les patients et des progrès médicaux qu'elles peuvent constater liés à l'exercice ASALEE (compris comme travail en équipe avec les médecins). Pour le délégué : Cette satisfaction a été également attestée par les infirmières libérales qui ont participé à cet exercice dans la deuxième partie de l'expérience. Il est à noter que de nombreuses demandes de pratique de l'exercice ASALEE ont été reçues par l'association, dans toutes les régions de France où cet exercice a été porté à la connaissance des soignants. Certains d'entre eux ont déjà identifié et "prospecté" des cabinets médicaux désormais volontaires

Les gains déjà constatés lors d'une prise en charge hors article 51 étaient déclarés être les suivants, à l'occasion du passage de l'Evaluation des Pratiques Professionnelles pour les médecins appliquant un protocole ASALEE :

- * vigilance pour la tenue du dossier médical
- * rigueur respect des recommandations
- * meilleure connaissance des groupes de patients
- * consultation médicale mieux orientée
- * arriver plus vite aux bonnes questions devant le patient
- * approche plus enrichissante des demandes des patients
- * travail en équipe
- * remise en cause du travail de routine
- * "ce n'est plus un duel, c'est une relation triangulaire".

Une fois encore, l'affermissement de la coopération et des délégations associées doit confirmer et renforcer ces gains.

Pour le délégant :

V. – RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES ET RECOMMANDATIONS			
Quelles expertises ont été mobilisées pour la rédaction du protocole ?	Originellement les protocoles ASALEE ont été établis 1 - à partir des recommandations de la Haute Autorité de santé lorsque le sujet faisait l'objet d'une recommandation; 2 - avec des médecins spécialistes des spécialités concernées (endocrinologue, gérontologue, cardiologue, pneumologue de centres hospitaliers, notamment de Niort); 3 - au sein d'un comité médical réunissant des médecins généralistes intéressés par l'expérience, et se constituant donc en association. Ensuite, à l'occasion de la présentation du dossier au titre de l'arrêté Berland de 2006, les lieux de délégation de tâches, transfert de compétence, ont été plus formellement identifiés. Plus récemment, dans la perspective de la soumission à l'article 51: 1 - à l'automne 2010, l'intégralité des protocoles en cours a été présentée à la HAS de telle sorte que l'association comprenne le mieux possible les enjeux de la coopération et les conditions de mise en œuvre, tels que prévus à l'article 51; 2 - dans le même mouvement, les contacts ont été pris avec chacune des ARS dans les régions où ASALEE était en place pour évoquer la question de la coopération; 3 - au cours de l'année 2011, les protocoles ont été travaillés, formalisés, par une équipe pluri-professionnelle de médecins et d'infirmières ASALEE, de toutes régions, disposant de l'expérience et/ou de la volonté de coopération, au sens de l'article 51 4 - enfin il a été tenu compte des recommandations liés à la première saisine, et particulièrement de l'affermissement des descriptions en matière de formation et de gestion des risques, a priori et a posteriori.		
Existe-t-il des expériences équivalentes documentées ?	Si oui, citer la référence : Une étude très complète émanant de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques - OCDE publiée en juillet 2010 : "NURSES IN ADVANCED ROLES: A DESCRIPTION AND EVALUATION OF EXPERIENCES IN 12 DEVELOPED COUNTRIES" établit à notre sens la synthèse à la fois la plus complète et la plus récente des services, projets ou expérimentations de partage de tâches menées dans les pays comparables à la France. Auparavant, l'IRDES a régulièrement et assez largement publié sur le sujet. Il est à noter que l'expérience d'ASALEE est elle-même citée en référence française dans ces études.		
Existe-t-il une réglementation sur ce sujet dans d'autre(s) pays ? Si oui : coordonnées éventuelles d'une personne contact dans ce(s) pays ?	OUI NON Ne sais pas Si oui, dans quel pays? A notre connaissance: Finlande, Canada, Etats-Unis, Royaume-Uni Coordonnées personne contact: Les coordonnées peuvent être obtenues auprès des auteurs de l'étude précitée: Marie-Laure Delamaire et Gaetan Lafortune / Directorate for Employment, Labour and Social Affairs / 2, rue André-Pascal / 75016 Paris		

VI. – EXPÉRIENCES ACQUISES ET/OU FORMATIONS THÉORIQUES ET PRATIQUES SUIVIES PAR LES PROFESSIONNELS DE SANTÉ IMPLIQUÉS

Informations demandées dans le cadre du protocole de coopération :

Décrivez les compétences à acquérir par le délégué pour être capable de réaliser l'acte(s) de soins ou l'activité(s)

dérogatoire(s) aux conditions légales d'exercice

Décrivez le contenu <u>minimum</u> de la formation théorique à acquérir pour être capable de réaliser l'acte(s) de soins ou l'activité(s) dérogatoire(s) aux conditions légales d'exercice Le délégué doit acquérir les compétences suivantes :

- 1 capacité à prescrire les examens réguliers du patient diabétique de type 2
- 2 capacité à prescrire et réaliser un ECG pour le patient diabétique de type 2
- 3 capacité à prescrire, réaliser et interpréter un examen du pied du diabétique de type 2
- 4 capacité à prescrire et réaliser un ECG du patient à risque cardio-vasculaire;
- 5 capacité à prescrire, réaliser et interpréter une spirométrie du patient tabagique, à risque BPCO;
- 6 capacité à assumer une consultation de repérage des troubles cognitifs et à faire passer 5 tests Et pour toutes ces situations, l'identification des critères d'alerte et recours au délégant.

Ces compétences sont à acquérir pour assumer, au sens strict, l'activité dérogatoire.

Complémentairement, au sens plus large, ces activités se déroulent dans un contexte qui induit de valider les compétences du délégué sur les points suivants :

- 1 identifier et repérer dans les dossiers médicaux (informatisés) de cabinet de médecine générale les patients selon critères d'éligibilité des différents protocoles (patient à risque de diabète type 2, diabétique type 2, patient à risque cardio-vasculaire, patient à risque BPCO, personne correspondant aux critères d'age et de sexe, le cas échéant); voir ces critères présentés en annexe pour chaque protocole;
- 2 capacité à mettre à jour les données médicales pour les patients suivis dans les différents protocoles;
- 3 capacité à tenir des consultations d'éducation thérapeutique pour les patients dont le délégué assure un suivi comprendant un volet d'activité dérogatoire

les contenus minimum de la formation théorique sont décrits dans les annexes 9.1 à 9.4

	La formation pratique minimum est décrite en annexe 9.5			
Décrivez la formation pratique minimale suivie par le professionnel pour être capable de réaliser l'acte(s) de soins ou l'activité(s) dérogatoire(s) aux conditions légales d'exercice	Une évaluation annuelle des compétences est organisée de telle sorte que le contenu de la formation continue soit ajustée, soit sur le plan théorique, pour tenir compte des évolutions de prise en charge ou des attentes exprimées par le délégué, et sur le plan pratique, en partageant l'expérience des consultations incluant les activités dérogatoires, entre délégués de différents sites. Le besoin de formation continue se fait par une évaluation préalable annuelle de chaque protocole, en revue conjointe avec une organisation de formation agréée et analyse qualitative des rapports de consultation infirmière, et actualisation de l'analyse type gestion des risques			
	Total de 228h00 répartie comme suit :			
Précisez le nombre d'heures <u>minimum</u> de formation théorique et pratique pour être capable de réaliser l'acte(s) de soins ou l'activité(s) dérogatoire(s) aux conditions légales d'exercice	Nombre d'heures de formation théorique	diabète: 21h00 rcv: 21h00 tabagique à risque bpco: 21h00 troubles cognitif: 21h00 Total: 85h00 * les formations sont est faite en lien avec un médecin de la spécialité concernée et en lien une association de formation agréée	Nombre d'heures de formation pratique	1 - compagnonnage : 140h00 2 - système Asalee : 7h00 3 - logiciel cabinet : 7h00 total : 154h00
Précisez l'expérience professionnelle souhaitée pour être capable d'appliquer le protocole de coopération	L'expérience actuelle d'ASALEE indique que l'exercice doit être assumé par des infirmières disposant d'au moins 5 années d'expérience en milieu de soins. Il est préférable que l'infirmière ait également suivi une formation à l'éducation thérapeutique selon un programme agréé (42h00)			

VII. – INDICATEURS SELON LESQUELS L'EFFICACITÉ, LA SÉCURITÉ, L'UTILITÉ ET LE COÛT DE MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE SERONT APPRÉCIÉS

A) Quels sont les résultats attendus au regard des objectifs annoncés ?

Un indicateur n'a de sens qu'au regard de l'objectif poursuivi. Il appartient aux professionnels de santé, en fonction de la nature de leur activité, de l'objectif(s) poursuivi(s), de définir leurs indicateurs dans les 5 champs ci-dessous et lorsque cela est possible, ils fixeront un seuil d'alerte c'est-à-dire la limite à partir de laquelle les professionnels de santé devront réagir. Dans certains cas, les seuils d'alerte ne pourront être fixés qu'au vu des résultats des indicateurs de suivi.

1) Indicateurs proposés pour mesurer les résultats médicaux attendus pour les patients

Les indicateurs médicaux sont présentés pour chacun des protocoles dans les annexes. on cite ici les principaux (au sens statistique). L'expérience d'ASALEE dans le passé, attestée par les deux évaluations quantitatives, ayant montré qu'un indicateur principal bien choisi était le plus efficient, en terme d'interprétation, pour l'évaluation. Et dans une certaine mesure, devenant critère de jugement principal, la population de référence sera précisée pour chaque indicateur et chaque médecin.

Dépistage du diabète :

- Nombre de patients ayant bénéficié du dépistage annuellement rapporté au nombre de patients inscrits au protocole de coopération (en se donnant la possibilité de stratifier dépistage par délégué/ dépistage par délégant)

.Suivi du diabète :

- Taux de patients présentant une HBA1c par catégorie (inférieur à 6,5, entre 6,5 et 8, supérieur à 8)
- Taux de patients présentant une HBA1c normalisée (selon recommandation) à 1 an du début du suivi délégué rapporté à la part protocole de la population concernée

Suivi risque CardioVasculaire(RCV)

- Taux de patients présentant une tension par catégorie (par exemple : 140/90, etc..)
- Taux de patients présentant un RCV absolu par catégorie, selon l'équation de Framingham

Suivi patients tabagiques à risque BPCO

- Taux de patients ayant arrêté de fumer (en définissant l'arrêt du tabac depuis au moins 3 mois)
- Pour le suivi de VEMS/CV, avec date de première évaluation, et borne haute et borne basse à 3 mois

Repérage des Troubles cognitifs

- Taux de patients ayant bénéficié du dépistage
- Taux de patient dépistés positifs
- Taux de patients adressés en consultation gérontologique
- Taux de patients pour lesquels le diagnostic est non confirmé en consultation géronto (faux positifs)

(1) Zone info

- Pour vous aider, des exemples d'indicateurs sont proposés dans différents champs.
- Pour vous permettre d'élaborer vos propres indicateurs, vous trouverez dans le guide méthodologique et à la fin de ce document une fiche descriptive de présentation d'un indicateur*. La HAS pourra vous demander ces fiches.

♣ Lien

* Cliquer ici pour voir la fiche descriptive de présentation d'un indicateur.

VII. - INDICATEURS... (SUITE)

A) Quels sont les résultats attendus au regard des objectifs annoncés ? (suite)

2) Indicateurs pour mesurer la satisfaction des acteurs qui mettront en œuvre le protocole de coopération.

2) Indicatoure pour modurer la satisfaction des deteat	3 qui mettront en œuvre le protocole de cooperation.	
Obligatoire: La formation théorique a-t-elle été réalisée conformément au programme prévu. Si non, pourquoi?	Cet indicateur est retenu, avec également taux de délégués ayant satisfait et ayant validé la formation	
Obligatoire: La formation pratique a-t-elle été réalisée conformément au programme prévu. Si non, pourquoi?	Cet indicateur est retenu, avec également taux de délégués ayant satisfait et ayant validé la formation	
Obligatoire : La durée prévue a-t-elle été modifiée. Si oui, pourquoi ?	Cet indicateur est retenu	
Obligatoire: L'expérience professionnelle prévue dans la spécialité concernée était-elle adaptée. Si non, pourquoi?	Cet indicateur est retenu	
Obligatoire : Expliquer les modalités en œuvre pour le développement professionnel continu	Indicateur est retenu. Il est à noter que le programme ASALEE a été retenu en DPC 2012	
Autre(s) indicateur(s) pour mesurer la satisfaction des acteurs :	-Taux de délégués ayant validé la formation / inscrits à la formation - Taux des entrants/sortants, pour les cabinets, les délégants et les délégués L'enquête de satisfaction ci-dessous est reprise, en posant une question globale : Etes vous satisfait ? oui /non (échelle de 1 à 5) et en précisant si l'enquête est menée auprès du délégué ou du délégant La satisfaction des acteurs est également recueillie par un questionnaire inspiré de celui du service d'évaluation des pratiques de la Haute Autorité de santé. Ce questionnaire a été éprouvé à l'occasion d'Evaluation des Pratiques Professionnelles des médecins ASALEE. Les questions administrées sont les suivantes : 0/ Préciser sa fonction délégué / délégant / 1 - A quel stade vous êtes-vous impliqué dans ce programme ? Initiation de la démarche / Conception du projet / Recueil des données / Analyse des données / Mise en oeuvre d'actions d'amélioration / Suivi des améliorations : réponse oui-non avec commentaire / 2 - Qu'est ce que ce programme vous a apporté : En terme d'amélioration des pratiques professionnelles ? / En terme d'amélioration de l'organisation des soins ? / En terme d'utilité pour le patient ? / 3 - Quels sont vos principaux points de satisfaction ? / 4 - Quelles sont les principales difficultés rencontrées ? / 5 - Avez-vous repéré des améliorations possibles d'ASALEE ? Lesquelles ? Comment ?	

3) Indicateurs pour mesurer la satisfaction des usagers qui seront pris en charge dans le cadre du protocole de coopération

- Une enquête de satisfaction avec flux de réponse anonymisée est menée au moins une fois par an, par patient : avec quatre degrés et cinq items :

degrés :- 1- pas du tout d'accord 2 - pas vraiment d'accord 3 - plutôt d'accord 4 - tout à fait d'accord

items

- 1- les conseils donnés sont parfaitement réalisables dans mon quotidien
- 2- les conseils donnés sont parfaitement compréhensibles
- 3 j'ai obtenu une répose satisfaisante à toutes mes questions
- 4 je suis satisfait du temps d'écoute qui m'a été accordé
- 5 globalement, je suis satisfait de ma prise en charge
- Cette enquête sera enrichie avec les indicateurs suivants : taux de participation au questionnaire et taux de retours des questionnaires et taux de satisfaction globale (moyenne) des patients / Taux de refus des patients d'entrer dans le protocole de coopération et taux de patients sortants au terme de la première année/ taux de patients vus dans le cadre du protocole de coopération par rapport au nombre de patients éligibles au protocole de coopération

Zone info

Indicateur(s) pour mesurer la satisfaction des usagers :

Dans le cadre de la mise en œuvre d'un protocole de coopération, l'évaluation de la formation reçue et l'évaluation de la satisfaction des usagers sont obligatoires. Vous devez élaborer, par ailleurs, les indicateurs qui rendent compte de la satisfaction des acteurs et des usagers.

VII. – INDICATEURS... (SUITE)

A) Quels sont les résultats attendus au regard des objectifs annoncés ? (suite)

4) Indicateurs proposés pour mesurer l'impact organisationnel lié à la mise en œuvre du protocole de coopération

Les indicateurs d'impact organisationnels sont mentionnés ci-dessous, certains d'entre eux touchant à la fois organisation & qualité-sécurité, ils ont été ici réunis.

Nombre de professionnels de santé délégués/délégants ayant adhéré au protocole de coopération sur le nombre de professionnels potentiellement concernés dans le cabinet médical

Nombre de patients sortis du protocole de coopération pour une prise en charge uniquement par le délégant sur le nombre de patients pris en charge dans le cadre du protocole de coopération

Nombre de patients vus par filière de prise en charge dans le cadre du protocole de coopération par rapport au nombre de patients éligibles et le nombre de patients ayant signé dans le protocole de coopération sur une période de trois mois (en précisant les patients vus, notamment par le délégué et/ou délégant et le nombre de patients ayant signé pour trois mois)

Nombre d'actes de soins réalisés par le délégué par rapport au nombre total réalisé d'actes de soins initialement prévus dans le cadre du protocole de coopération

Taux d'actes réalisés par le délégué et durée moyenne de réalisation de l'acte.

On recueillera comparativement la durée moyenne du même acte par le délégant.

Nombre d'examens réalisés par le délégué sur l'ensemble des examens.

Délai d'obtention d'un rendez vous pour une consultation avec un délégant, à la demande du patient

Délai d'obtention d'un rendez vous pour une consultation avec un délégué, à la demande du patient

Taux de recours du délégant selon les critères d'alerte de chaque protocole (taux d'alerte) = nombre d'alerte(s) non pertinente(s) du délégant par le délégué sur le nombre d'alertes total

Nombre de réunions d'analyse des El/an, nombre et type d'El signalés et analysés/an, et nombre d'actions correctives mises en place/an (à visée non comparative)

Nombre d'examens réalisés par le délégant pour corriger une mauvaise réalisation de l'acte(s) ou de l'activité(s) par le délégué sur le nombre d'acte(s) ou d'activité(s) réalisé par le délégué = taux de reprise

Temps consacré aux patients par le délégant dans le cadre du protocole de coopération comparé au temps consacré au patient par le délégant avant la coopération

Temps gagné par le délégant dans le cadre du protocole de coopération (en nombre de consultations, et en temps absolu)

VII. - INDICATEURS... (SUITE)

A) Quels sont les résultats attendus au regard des objectifs annoncés ? (suite)

5) Indicateurs pour mesurer l'impact économique lié à la mise en œuvre du protocole de coopération

L'indicateur économique principal, selon la recommandation de l'évaluateur externe ayant déjà réalisé une évaluation économique dans le passé sera de comparer :* la consommation de soins de la patientèle du cabinet, tout patient confondu, à laquelle sera ajouté le coût supplémentaire de la prise en charge avec le présent protocole AVEC * la consommation de soins d'une patientèle du même territoire, statistiquement comparable, mais ne bénéficiant pas de la prise en charge avec le présent protocole. Consommation de soins = somme des actes, produits, prestations hospitalières, ambulatoires, etc....

Pour que cette comparaison soit statistiquement significative, elle sera faite en avant/après, ici/ailleurs, et, dans la mesure où cela est accepté par le groupe d'instruction, en consolidant toutes les patientèles des cabinets inscrites au protocole, sur une période d'au moins 2 ans, pour mesurer la tenue dans le temps de l'effet présumé d'un exercice ASALEE.

En l'état actuel par exemple, 110.000 dossiers patients sont enregistrés dans le système ASALEE auprès des plus de 60 implantations dont une majorité réside en Poitou-Charentes. Ce qui permet d'avoir, sur le plan global, des mesures statistiquement significatives.

Un test de faisabilité de la mesure afin d'assurer la comparabilité des évaluations pourrait être réalisé avec la CNAM

6) Les professionnels élaborent eux-mêmes les critères à partir desquels la fin de l'application du protocole de coopération devrait être envisagée

Nous envisageons les critères suivants comme décidant de la fin de l'application du protocole de coopération :

- * souhait du patient de ne plus voir d'infirmière; en ce cas le protocole s'arrête, mais pour ce patient
- * perte de confiance entre professionnels (médecin infirmière); en ce cas, le protocole s'arrête pour le cabinet;
- * évolution de la nature de la prise en charge liée à la connaissance médicale qui induirait un déplacement naturel de responsabilité (et de nature d'actes par la loi); en ce cas c'est un cadre extérieur qui viendrait arrêter l'exercice ici présenté.

7) Les professionnels expliquent ici les modalités prévues pour la prise en charge du patient s'il est mis fin à la mise en œuvre du protocole de coopération

Arrêt des services ASALEE tels que décrits dans le présent protocole compte tenu du caractère central de la coopération dans l'exercice ASALEE demandé Et

Retour à la forme d'exercice actuelle, mais donc sans cette dimension de coopération.

@ Zone info

Documents / outils / instances pouvant être utilisés ou consultés

- Sociétés savantes.
- Conseils nationaux professionnels spécialisés.
- HAS.
- AFSSAPS.
- Comités régionaux des professions de santé (antennes régionales de l'ONDPS).
- Etc.

VII. – INDICATEURS (SUITE)		
B) Calendrier de mise en œuvre		
Étapes préalables au démarrage (décrire ces étapes : recrutement, formation, travaux d'aménagement, acquisitions de matériel d'équipement,)	Dans le cabinet déposant, une infirmière ASALEE est en place depuis mi 2004. Son passage en mode de coopération n'implique pas de travaux spécifiques du type de ceux cités dans la présente rubrique. Cela est également vrai pour les autres implantations ASALEE en place, à la précision près de la	
	diffusion auprès des professionnels de l'autorisation à appliquer stricto sensu les volets délégations du présent protocole. Pour de nouvelles implantations, outre les candidatures spontanées, déjà nombreuses, reçues par	
	l'association, il est à prévoir en théorie : * un recrutement d'infirmière & de cabinets volontaires associés * les formations telles que prévues au chapitre désigné dans le présent document * le cas échéant, un aménagement des locaux pour permettre à l'infirmière d'exercer sa mission * le cas échéant, acquisition de matériels bureautiques (ordinateur - Personnal Computer)	
Date de démarrage effective prévue	En cours de démarrage au moment du dépôt du présent dossier	
Montée en charge éventuelle	Pour le cabinet déposant, il y aura une phase de mise en place de 2 mois pour permettre la formation et la mise en place à proprement parler. Ceci est également vrai pour les implantations ASALEE déjà opérationnelles, à partir du moment où l'accord est obtenu Pour de nouvelles implantations, un protocole de montée en charge est prévu, dont le détail est donné en annexe du protocole cadre. Il consiste à équilibrer le travail du délégué (infirmière) prise de connaisance des données des dossiers médicaux et consultation effective avec les patients. Cette phase de formation - appropriation est estimé à 4 mois. S'agissant de futures implantations : pour répondre aux nombreuses demandes exprimées autour de cabinets existants, et de plus en plus, de nouvelles régions, il est légitime d'envisager la montée en charge suivante 100 postes en janvier 2012, 200 en juillet 2012, 300 en janvier 2013	
Durée prévue de la mise en œuvre	3 ans	

VIII. – COMPÉTENCES COMPLÉMENTAIRES À INSCRIRE DANS LE PROGRAMME DE FORMATION INITIALE ET CONTINUE DES PROFESSIONNELS DE SANTÉ CONCERNÉS

Compétences complémentaires à inscrire en formation initiale

Depuis l'origine du projet, particulièrement en Deux-Sèvres, une collaboration étroite s'est tissée avec l'Institut de Formation en Soins Infirmiers :

- * d'une part, les formations théoriques ASALEE, pour le volet médical, sont assurées par l'Institut de Formation en Soins Infirmiers, certains des formateurs étant des médecins généralistes membres du l'association, associés selon les protocoles avec endocrinologue, cardiologue, gériatre ou pneumologue, et des infirmières expérimentées ASALEE
- * d'autre part, avec le temps, l'Institut de Formation en Soins Infirmiers a souhaité que les implantations ASALEE puissent être des lieux de stages pour les infirmières en formation. Plusieurs cabinets de Poitou-Charentes particulièrement accueillent ainsi régulièrement des stagiaires infirmières, certaines d'entre elles ayant fait leur mémoire sur tout ou partie de l'exercice ASALEE.

De ce fait, il serait légitime, qu'au moment de l'inscription du programme ASALEE, si elle était validée, au titre de l'article 51, cette dimension de l'exercice infirmier soit plus formellement et systématiquement inscrite au programme des IFSI.

Compétences complémentaires à inscrire en formation continue (DPC)

Dans le même esprit que la formation intiale, et plus encore dans la mesure où l'exercice ASALEE s'adresse à des infirmières expérimentées, des propositions de formation continue des infirmières, mais également des médecins, doivent pouvoir s'envisager, afin que l'exercice de ce type de coopération soit de plus en plus naturel.

Des contacts ont été pris avec des organismes de formation continue de médecins qui se tiennent disponibles à promouvoir ASALEE dans des modules spécifiquement ajustés à cet exercice auprès de médecins.

ESPACE À DISPOSITION POUR TOUTE(S) INFORMATION(S) COMPLÉMENTAIRE(S) SUR LE PROTOCOLE DE COOPÉRATION

ANN	EXE I. – FICHE	DESCRIPTIVE DE F
Libellé de l'indicateur		
Nombre de patients pris en charge	dans le cadre du pro	otocole de coopération
Population concernée par le protoc	cole de coopération	
Objectif à atteindre		
Définition de l'indicateur		
Modalités de recueil des données		
Numérateur		
Dénominateur		
Périodicité		
Seuil d'alerte		
Recommandation professionnelle		
Remarque(s)		

♣ Lien

Zone info

Des exemples d'indicateurs formulés selon la fiche descriptive de présentation d'un indicateur sont disponibles sur le site Internet de la HAS.

^{*} Fiche téléchargeable sur www.has-sante.fr.

ANNEXE II. – DÉFINITIONS*

Délégant :	Professionnel de santé qui transfère un acte de soins ou une activité à un autre professionnel.
Délégué :	Professionnel qui accepte de réaliser l'acte de soins ou l'activité à la place du délégant.
Astreinte :	Le délégant doit être joignable en cas de besoin identifié par le délégué
Supervision :	Le délégant est informé à des moments clés du processus
Validation :	Le délégant contrôle l'acte ou l'activité du délégué

^{*} Source : « Concevoir un projet de coopération : Intégrer de nouvelles formes de coopération au sein d'une organisation existante » - HAS 2010.

ANNEXES

- Annexe 1 protocole cadre partie 1 janvier 2012
- Annexe 2 protocole cadre partie 2 janvier 2012
- Annexe 3 dépistage et suivi patient maladie chronique diabète type 2 janvier 2012
- Annexe 4 repérage et suivi patient tabagique BPCO janvier 2012
- Annexe 5 repérage et suivi patient maladie chronique RCV janvier 2012
- Annexe 6 repérage des troubles cognitifs janvier 2012
- Annexe 7 projet d'affiche information Asalée 51 janvier 2012
- Annexe 8-1 projet de document information et recueil consentement repérage troubles cognitifs janvier 2012
- Annexe 8-2 projet de document information et recueil consentement repérage et suivi patient à rcv janvier 2012
- Annexe 8-3 projet de document information et recueil consentement repérage et suivi bcpo patients tabagiques janvier 2012
- Annexe 8-4 projet de document information et recueil consentement repérage et suivi diabétiques type 2 janvier 2012
- Annexe 9-1 formation repérage troubles cognitifs janvier 2012
- Annexe 9-2 formation repérage et suivi patient à rcv janvier 2012
- Annexe 9-3 formation repérage et suivi bcpo patients tabagiques janvier 2012
- Annexe 9-4 formation repérage et suivi diabétiques type 2 janvier 2012
- Annexe 9-5 formation pratique janvier 2012
- Annexe 10 protocole d'analyse évènements indésirables -janvier 2012
- Annexe 11 document recueil consentement janvier 2012

Annexe 1 - ASALEE & Article 51

Protocole cadre

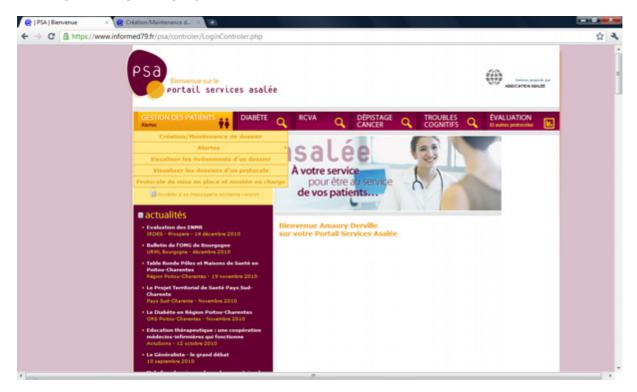
Janvier 2012 / PARTIE 1

Les professionnels adapteront la prise en charge à l'évolution des recommandations au cours du temps.

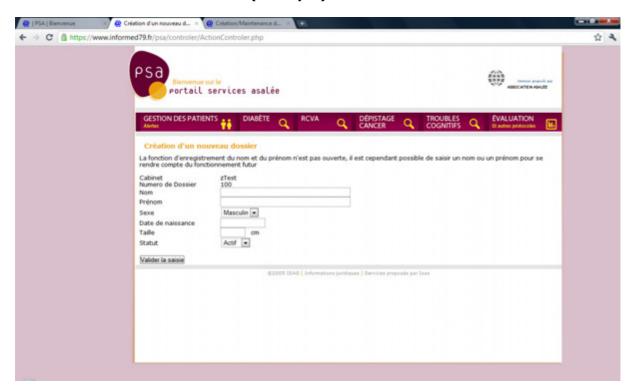
Actions du Délégant Médecin généraliste	Actions du Délégué Infirmier(e) délégué(e) à la santé populationnelle	Actions autres professionnels de santé ou social ou patient
Le délégant s'informe : Règlement intérieur Protocole Asalée Exercice Asalée	Le délégué se forme : • Formation Théorique • Formation Pratique Le contenu des formations est détaillé pour chaque protocole en annexes 9.1 à 9.5	Information aux professionnels et institutions de santé et sociaux du secteur, etc
Mise en place dans le cabinet d'une affiche sur la possibilité de bénéficier d'un suivi Infirmier(e) pour un certain nombre de prise en charge : • Dépistage patients diabétiques de type 2, • Suivi patients diabétiques de type 2, incluant actes dérogatoires prescription de certains examens, et prescription, réalisation ECG et examen des pieds • Suivi patients à risque cardio vasculaires, incluant actes dérogatoires ECG • Suivi patients à risque BPCO, incluant actes dérogatoires spirométrie • Repérage des troubles cognitifs – consultation mémoire, Cette affiche indique que cette possibilité est offerte aux patients dont le médecin traitant est un des médecins du cabinet	Repérage dans la base de données du cabinet des patients éligibles aux différents protocoles, selon critères médicaux. Unification de la description de ces patients dans les dossiers médicaux du cabinet. Initialisation de la base de suivi nationale anonyme. Apprentissage à la mise à jour des informations dans le logiciel de gestion de cabinet et dans le système d'information de suivi national.	
Personnalisation de documents au cabinet, sur la base de document proposé par l'association ASALEE, qui seront utilisés ultérieurement directement par l'Infirmier(e)		

Actions du Délésset	Actions du Dálásurá	Actions putres
Actions du Délégant Médecin généraliste	Actions du Délégué Infirmier(e) délégué(e) à la	Actions autres professionnels de santé
Productin generaliste	santé populationnelle	ou social ou patient
Dans tous les cas, possibilités	Lorsque le protocole le	
d'invitation par le délégant, au	prévoit, possibilité d'invitation	
décours d'une consultation	directe du patient par le délégué	
habituelle ou ponctuelle, à	à bénéficier d'une prise en charge	
bénéficier d'une prise en	prévue.	
charge Asalée.	En ce cas, le délégant est aussitôt informé par le délégué de l'accord	
Consentement éclairé du	de principe donné par le patient.	
patient	Le consentement du délégant à	
	cette inclusion est par défaut.	
	Consentement du patient qui	
	adhère pour le ou les protocoles	
	comprenant un volet dérogatoire en signant sa charte d'adhésion	
	Prise de rendez-vous : du	
	premier, et des suivants. Le	
	délégué organise librement le	
	calendrier des rencontres.	
Se référer à chaqu	Déroulement du protocole le protocole pour voir le détail de la notamment le volet dérogatoire	prise en charge,
	De façon continue, par auto-	De façon continue, par le
	contrôle qualité Asalée, contrôle d'efficacité médicale selon indicateurs fonction du protocole. Ex :diabète → évolution hba1c, Rcv → tension, anomalie lipidique, etcBpco → VEMS / CV	contrôleur qualité Asalée, contrôle d'activité (nb de consultation, nb de suivi diabète) De façon continue, par le contrôleur qualité Asalée, contrôle d'efficacité médicale
Suivi des alertes et des		
événements indésirables	_	
survenant au décours du protocole	survenant au décours du protocole	
	A tout moment le patient peut	
	décider de sortir du protocole	
	dérogatoire, par simple demande à l'Infirmier(e) ou aux médecins	
	et sans justification.	
	En ce cas il est suivi comme	
	habituellement directement par le	
	médecin traitant.	
Staff de debriefing avec le délégué – revue de l'ensemble	Staff de debriefing avec le délégant – revue de l'ensemble	
des dossiers	des dossiers / le délégant est en	
Les Evénements Indésirables	validation	
sont revus et analysés lors du	Les Evénements Indésirables sont	
staff de debriefing	revus et analysés lors du staff de	
Ce staff est organisé en	debriefing	
moyenne une fois par mois	Ce staff est organisé en moyenne une fois par mois	
	and tota par titota	1

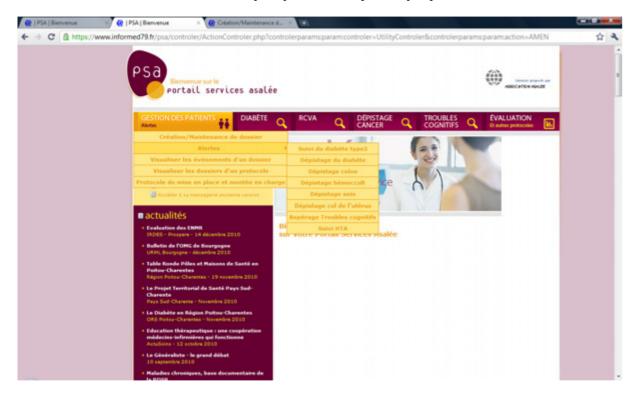
Annexe – copies des protocoles, formulaires, contrôle, disponibles en ligne Menu général (exemple)



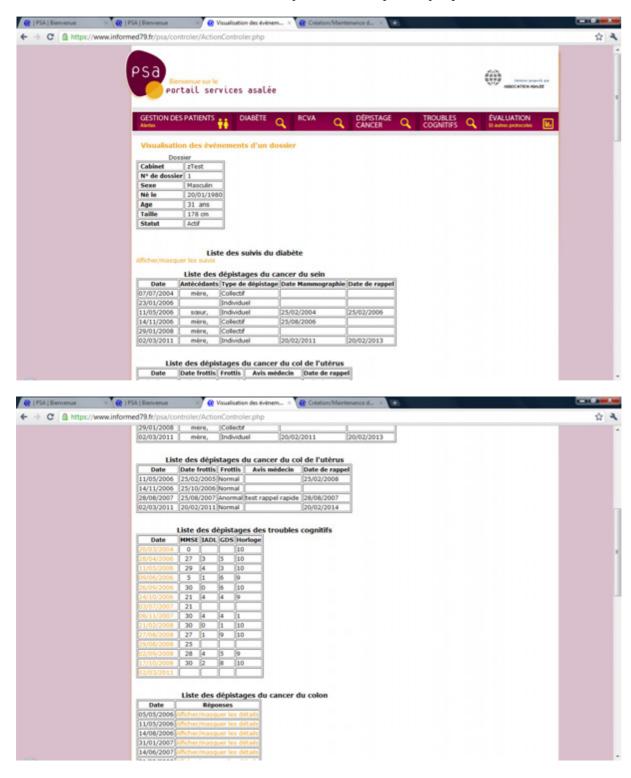
Formulaire création de dossier (exemple)



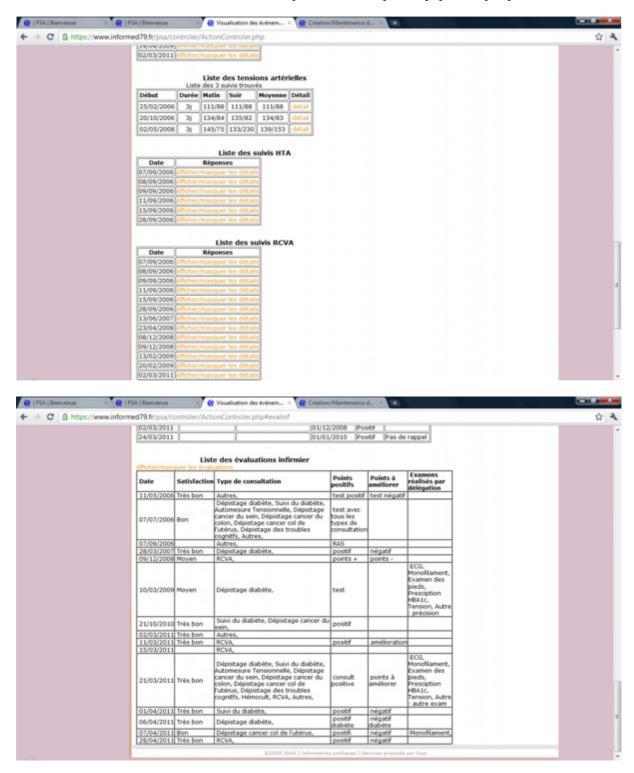
Formulaire de suivi des alertes par protocole (exemple)



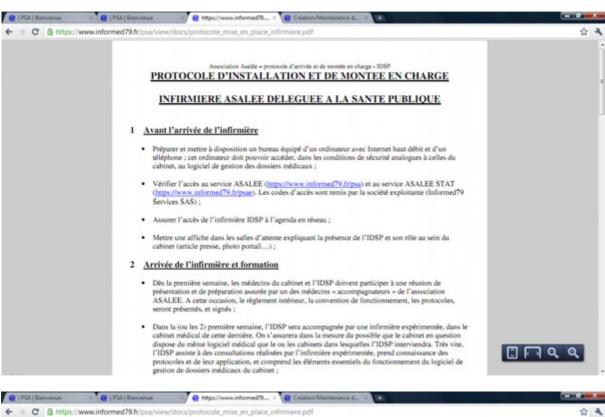
Formulaire de suivi des événements par dossier (exemple)

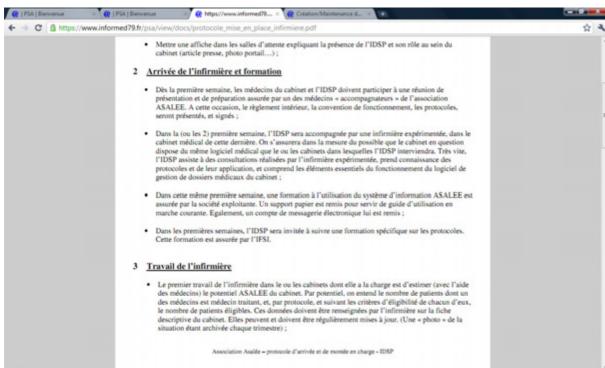


Formulaire de suivi des événements par dossier (suite) (exemple)

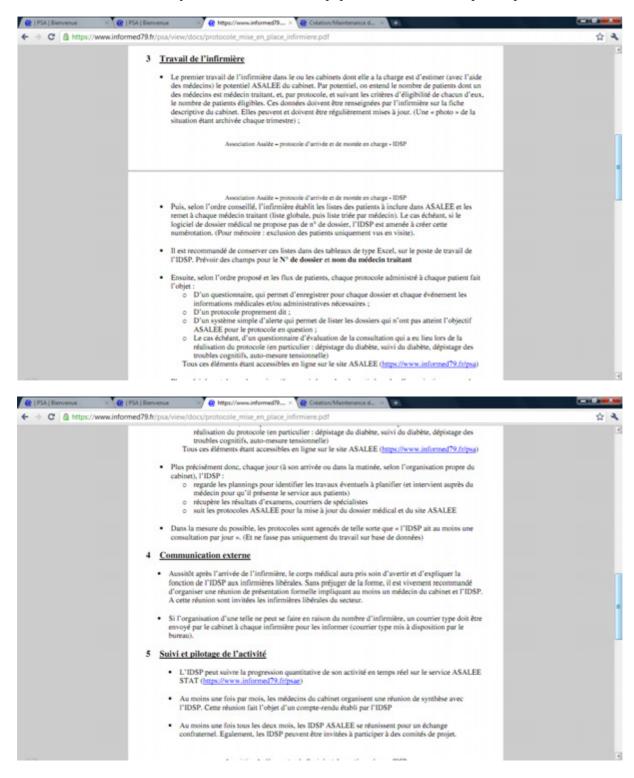


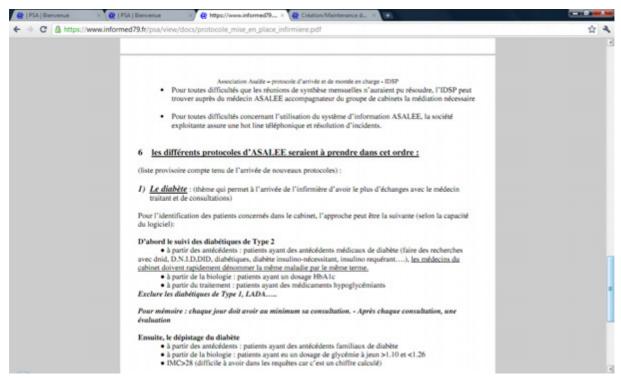
Protocole de mise en place de l'Infirmier(e) dans le cabinet

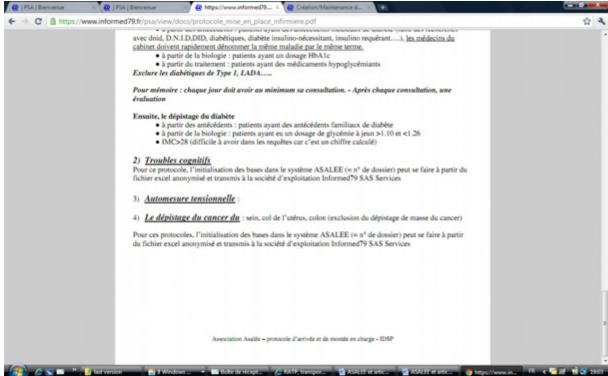




Protocole de mise en place de l'Infirmier(e) dans le cabinet (suite)





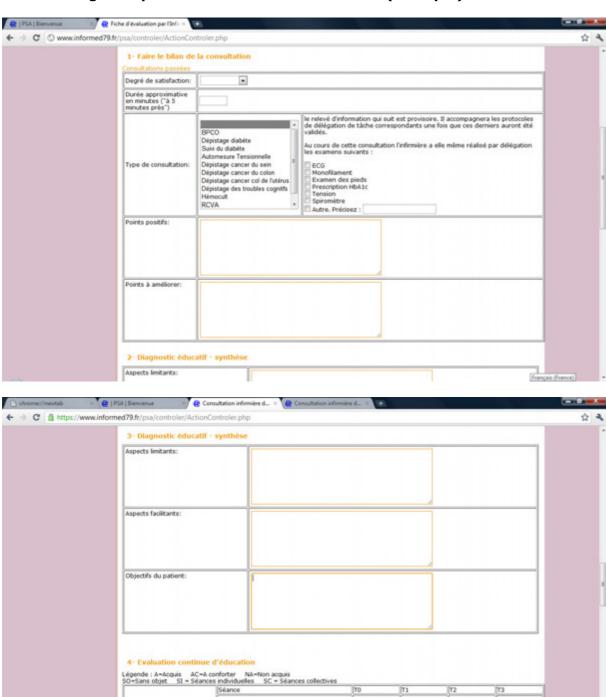


Annexe 2 - ASALEE & Article 51

Protocole cadre

Janvier 2012 / PARTIE 2

Formulaire générique d'évaluation de consultation (exemple)



01/04/2011

NA NA

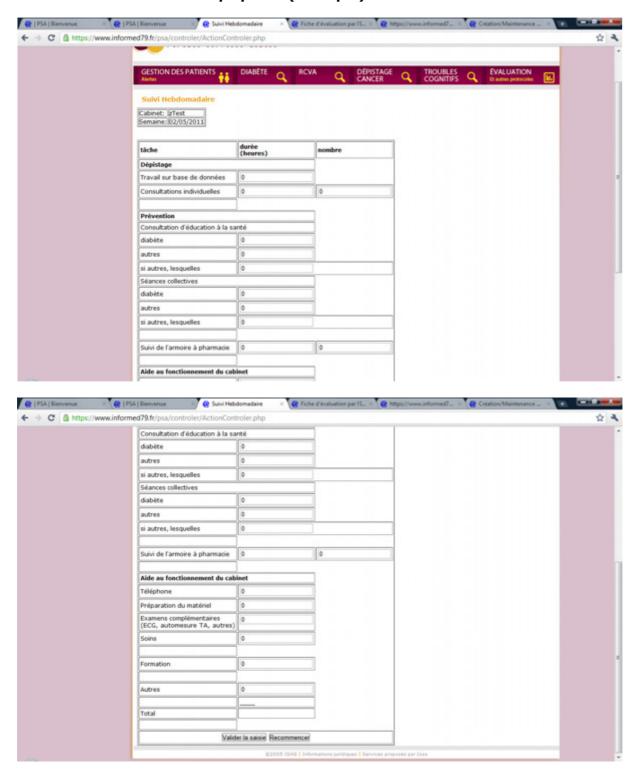
Comprendre les causes et mécanism maladie Comprendre la terminologie

estion du traitement

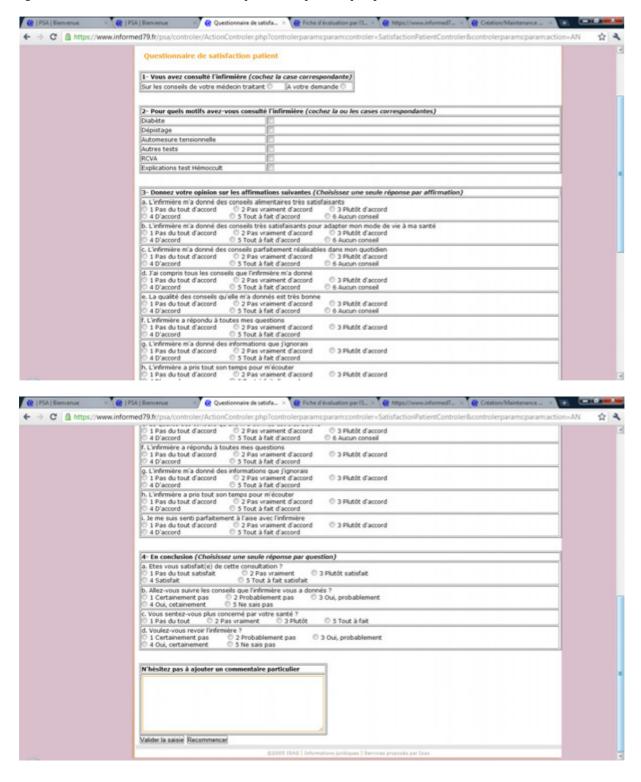
Formulaire générique d'évaluation de consultation (exemple)



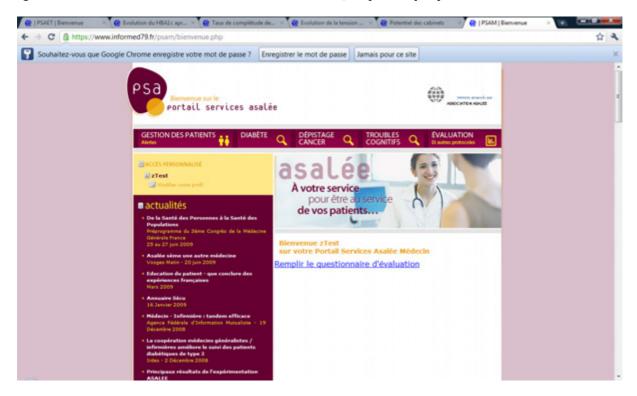
Formulaire de suivi du temps passé (exemple)



Questionnaire de satisfaction patient (exemple)



Questionnaire de satisfaction des acteurs 1/3 (exemple)



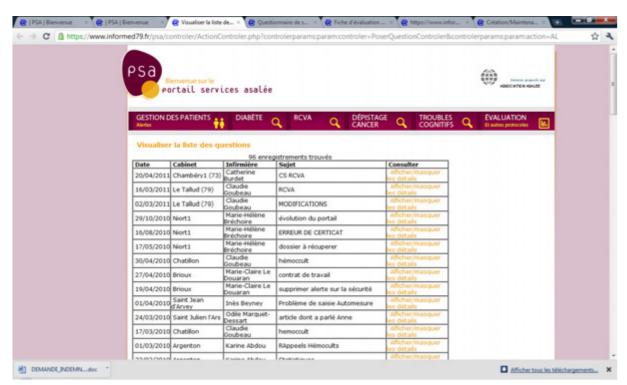
Questionnaire de satisfaction des acteurs 2/3



Questionnaire de satisfaction des acteurs 3/3 (exemple)



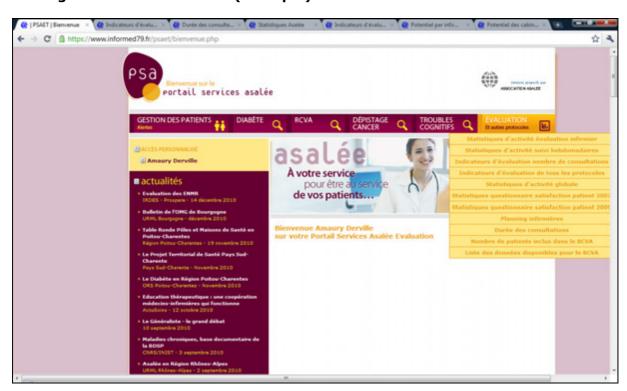
Formulaire de questions posées au support (exemple)



Formulaire de demandes d'indemnités (exemple)

ASSOCIATION ASALEE				
70 RUE DU COMMERCE				
79170 BRIUOUX SUR BOUTONNE				
(05 49 07 55 34			
DTD 64.	NOT INDEX OFFICE			
	NDE INDEMNITES RIMESTRIELLES)			
`	~ ~ ~ ~ ~ ~ ~ ~ ~ ~ ~ ~ ~ ~ ~ ~ ~ ~ ~ ~			
NOM & PRENOM :	FONCTION:			
NOW & I KENOWI.	ronerion.			
CONFERENCES TELEPHONIQUES : Date	es			
Soit un total de :				
Soit un total de :				
REUNIONS EN JOURNEE : Dates				
Soit un total de :				
NIDENBUTES VINONETRIONES (D	IDE CD. 1			
INDEMNITES KIMOMETRIQUES (Pour l	es IDE SP seulement) :			
Soit un total de :				
Total du trimestre :				
Total du trimestre :				
Je certifie l'exactitude et la sincérité du prés				
	Signature et tampon (s'il y a lieu)			

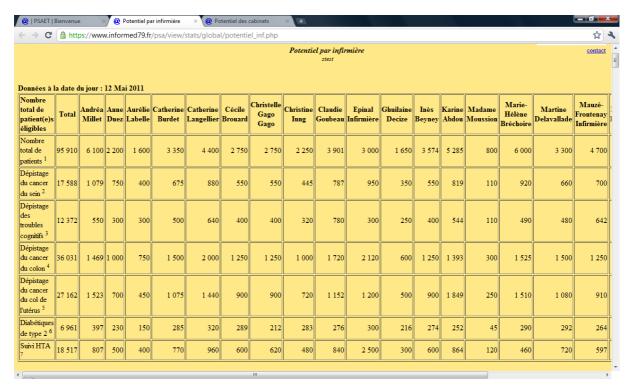
Menu général suivi consolidé (exemple)



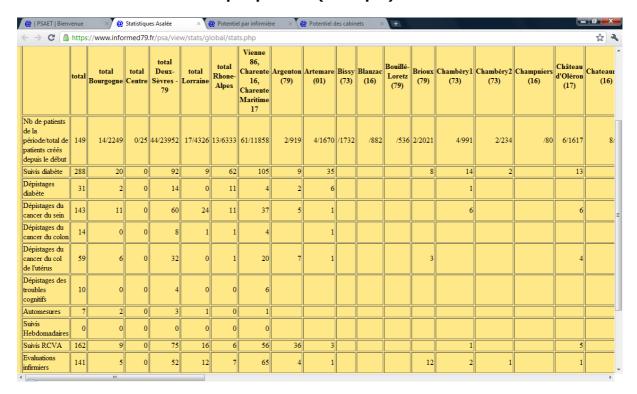
Suivi du potentiel des cabinets (exemple)



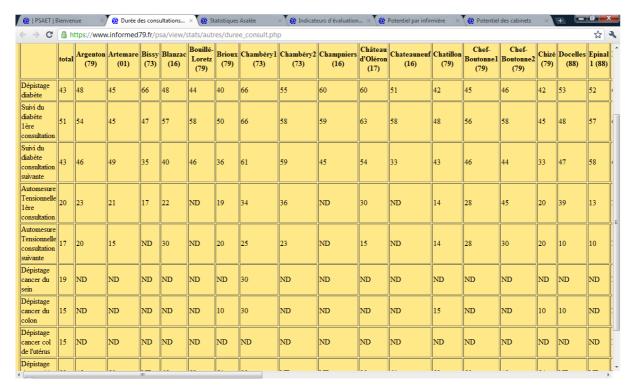
Suivi du potentiel par infirmière (exemple)



Formulaire de suivi activité par période (exemple)



Suivi de la durée des consultations (exemple)



Annexe 3 - ASALEE & Article 51

Protocole de dépistage du patient diabétique de type 2 Protocole de suivi du patient diabétique de type 2

Janvier 2012

Les professionnels adapteront la prise en charge à l'évolution des recommandations au cours du temps.

Actions du Délégant	Actions du Délégué	Actions autres
Médecin généraliste	Infirmier(e) délégué(e) à la	professionnels de santé
	santé populationnelle	ou social ou patient

Mise en place dans le cabinet d'une **affiche** sur la possibilité de bénéficier d'un suivi Infirmier(e) pour un certain nombre de prises en charge :

- Dépistage patients diabétiques de type 2,
- Suivi patients diabétiques de type 2, incluant actes dérogatoires prescription, réalisation certains examens

Pour les patients dont le médecin traitant est un des médecins du cabinet

Volet dépistage de nouveaux patients diabétiques de type 2

Pour le **repérage des patients** à qui proposer un **dépistage**, l'Infirmier(e) constitue le groupe des patients à risque sur la base de données du cabinet et selon les critères suivants :

- glycémie : extraction des patients hyperglycémiques (glycémie à jeun >1,10 et < 1,26 g/L)
- ou patients de plus de 45 ans ET ((Indice de Masse Corporelle : IMC > 28) OU antécédents familiaux de diabète au 1er degré))

Puis elle positionne une alerte dans le dossier médical Le cas échéant, elle prépare la prescription d'une glycémie après 12h00 de jeûne

Invitation par le délégant du patient mis en alerte à **une** rencontre avec l'Infirmier(e)

Actions du Délégant Médecin généraliste	Actions du Délégué Infirmier(e) délégué(e) à la santé populationnelle	Actions autres professionnels de santé ou social ou patient	
Consentement éclairé du patient	Un rendez-vous est pris avec l'Infirmier(e) pour une consultation.		
	Cette consultation est organisée au cabinet mais également au domicile du patient, ou sur son lieu de vie habituel (uniquement pour les patients qui ne se déplacent pas)		
	(rappel : si 2 glycémies > 1,26 g/L -> le patient passe dans le protocole suivi du diabétique)		
	Lors de cette consultation, l'Infirmier(e) fait d'abord un diagnostic éducatif et concentre son intervention sur les aspects hygiéno-diététiques		
	Une surveillance annuelle est mise en place (glycémie annuelle)		

Pour les patients diabétiques de type 2 déjà connus ou « nouveaux »

Le délégant peut si nécessaire être mobilisé pour aider à ce repérage. Il l'est systématiquement lors de la phase de mise en place du protocole, lorsque le délégué prend connaissance de l'utilisation concrète qui est faite dans le cabinet des concepts proposés par le logiciel de gestion utilisé.	Repérage dans la base de données du cabinet des diabétiques de type 2. Cette recherche s'effectue en multicritères: majoritairement glycémie > à 1,26 g/L, patients sous anti-diabétiques oraux dont une liste en DCI et en nom de marques est fournie. Le cas échéant, unification de la description de ces diabétiques entre médecins d'un même cabinet dans le logiciel de gestion de cabinet (Diabt2, Dnid, etc) Initialisation de la base de suivi nationale anonyme		
	Par la suite, au fil de l'eau, intégration dans le système de suivi national ASALEE des résultats d'examen et, si nécessaire, après vérification dans le dossier, postage d'alerte dans le logiciel de gestion de cabinet si les examens à prescrire ne sont soit pas prescrits ou pas faits.		

Actions du Délégant Médecin généraliste

Invitation par le délégant du patient diabétique de type 2, au décours d'une consultation habituelle ou ponctuelle, à bénéficier d'un suivi avec volet éducatif par l'Infirmier(e) délégué(e).

Consentement éclairé du patient

Actions du Délégué Infirmier(e) délégué(e) à la santé populationnelle

Possibilité d'**invitation directe** du patient par le délégué à bénéficier d'une prise en charge prévue.

En ce cas, le délégant est aussitôt informé par le délégué de l'accord de principe donné par le patient. Le consentement du délégant à cette inclusion est par défaut.

Prise de rendez-vous. Il s'agit ici du premier rendez-vous avec le délégué

Consentement du patient qui adhère au volet dérogatoire du protocole en signant son adhésion

Lors de la cette première consultation, réalisation :

- d'un diagnostic éducatif
- et d'un plan d'action personnalisé,

première étape formelle d'éducation thérapeutique

Selon le diagnostic éducatif donc, certains sujets seulement seront abordés dès la première rencontre, les autres étant programmés pour les rencontres ultérieures

Lors de la **première** consultation, également, le délégué assure une consultation de surveillance qui sera ultérieurement appelée de « routine » :

- vérification de l'équilibre de la tension,
- mesure du poids,
- conformité des analyses labo (process et résultats),
- compliance du patient aux traitements, observance, etc....
- le délégué est aussi amené à faire le point éducatif sur les effets indésirables, les techniques d'injection le cas échéant, etc...

Actions autres professionnels de santé ou social ou patient

Actions du Délégant Médecin généraliste	Actions du Délégué Infirmier(e) délégué(e) à la santé populationnelle	Actions autres professionnels de santé ou social ou patient
	Lors de cette première consultation, et dans un mode dérogatoire, le délégué établi une prescription des examens à faire tenant compte de l'état du dossier médical et la signe (nota : dans un mode non dérogatoire, la prescription peut être en théorie préparée par l'Infirmier(e) mais elle serait relue, validée et signée par le médecin)	
	Cette prescription comprend en fonction du référentiel :	
Le cas échéant, si un critère d'alerte est positif, le délégant voit le patient	dans le logiciel de gestion de cabinet En cas de symptômes aggravés du diabète, l'Infirmier(e) vérifie la glycémie capillaire et pour toute glycémie supérieure à 3 grammes ou inférieure à 0,70 gramme, l'Infirmier(e) en réfère immédiatement au médecin.	

Actions du Délégant Médecin généraliste	Actions du Délégué Infirmier(e) délégué(e) à la santé populationnelle	Actions autres professionnels de santé ou social ou patient
Le cas échéant, si un critère d'alerte est positif, le délégant voit le patient	Le délégué réalise le cas échéant l'ECG de contrôle du patient.	•
	(Il est rappelé ici que le patient qui présente des troubles cardio- vasculaire consulte le médecin en première intention.)	
	Le résultat est transmis immédiatement au médecin.	
Dans tous les cas, les ECG sont interprétés par un médecin dans la suite immédiate de la consultation du délégué		
Le médecin interprète l'ECG et, s'il le juge utile, voit le patient.		
	Si, lors d'une rencontre au cours de laquelle l'Infirmier(e) n'avait pas prévu de faire un ECG de contrôle, le patient présente des signes cliniques, comme : • palpitation, troubles du rythme • douleur thoracique constrictive, • essoufflement du patient ou douleur thoracique d'effort.	
Le médecin interprète l'ECG et voit le patient	L'Infirmier(e) prescrit et effectue un électrocardiogramme. L'Infirmier(e) en réfère immédiatement au médecin	

Actions du Délégant Médecin généraliste	Actions du Délégué Infirmier(e) délégué(e) à la santé populationnelle	Actions autres professionnels de santé ou social ou patient
Le cas échéant, si un critère d'alerte est positif, le délégant voit le patient	Le délégué réalise le cas échéant l'examen des pieds :	
	L'Infirmier(e) détermine alors selon la gravité les étapes à suivre : • Etat correct, rien à signaler, sinon les informations éducatives habituelles sont rappelées au patient, • Le cas échéant un recours à un pédicure peut être proposé, informant le patient sur les conditions financières de la prise en charge. L'Infirmier(e) fait alors l'ordonnance et la signe, • Toutes perturbations franches d'un examen jusque là normal entraîne alors une consultation du médecin Si l'état est grave, début de mal perforant, nécrose le médecin est aussitôt alerté	
	Toutes les données collectées sont consignées dans le dossier du patient. La consultation fait l'objet d'une évaluation formelle par le délégué, évaluation qui est consignée sur le site partagé de suivi. Les autres rencontres sont	

Le temps de rencontre est estimé à environ une heure, + ½ heure couvrant préparation et synthèse

donc programmées en fin de

consultation

Actions	du	Délé	gant
Médecir	ı gé	néra	liste

Actions du Délégué Infirmier(e) délégué(e) à la santé populationnelle

Actions autres professionnels de santé ou social ou patient

Au fil de l'eau, et selon ordonnance, le **patient suit les examens habituels** du patient diabétique : analyse labo, etc...

Au fil de l'eau, **intégration** dans le système national des résultats d'examen et postage d'alerte (« post-it ») si nécessaire dans le logiciel de gestion de cabinet

Les **rendez-vous de suivi routine et éducation** ont été
pris à l'issue de la 1^{ère}
consultation, sous la
responsabilité de l'Infirmier(e).

Le cas échéant, si le patient a manqué un rendez-vous, le délégué peut être amené à prendre contact avec lui pour une intervention brève d'assistance.

Le cas échéant, si un critère d'alerte est positif, le délégant voit le patient

Dans tous les cas, les ECG sont interprétés par un médecin dans la suite immédiate de la consultation du délégué

Le médecin interprète l'ECG et, s'il le juge utile, voit le patient

Les consultations de suivi ont le même contenu que la première consultation, avec le cas échéant, la réalisation des activités dérogatoires de prescription et/ou de réalisation et/ou de premier d'interprétation niveau des résultats d'examen selon les cas. Les mêmes critères d'alerte sont appliqués, ainsi que la procédure de recours aux médecins.

Lors de ces consultations de suivi le délégué suit le **plan d'action personnalisé** Etp établi lors de la 1^{ère} consultation.

Toutes les données collectées sont **consignées** dans le dossier du patient

Le temps de rencontre est estimé à 50 mn

Il y a **4 rencontres par an** et par patient diabétique de type 2.

Actions du Délégant Médecin généraliste	Actions du Délégué Infirmier(e) délégué(e) à la santé populationnelle	Actions autres professionnels de santé ou social ou patient
	De façon continue, par auto- contrôle qualité Asalée, contrôle d'efficacité médicale (évolution hba1c, imc, tension, anomalie lipidique)	,
		De façon continue, par le contrôleur qualité Asalée, contrôle d'efficacité médicale (évolution hba1c,

Staff de debriefing avec le **délégué** – revue de l'ensemble des dossiers Les Evénements Indésirables sont revus et analysés lors du

staff de debriefing

Staff de debriefing avec le **délégant** – revue de l'ensemble des dossiers / le délégant est en validation

Les Evénements Indésirables sont revus et analysés lors du staff de debriefing tension,

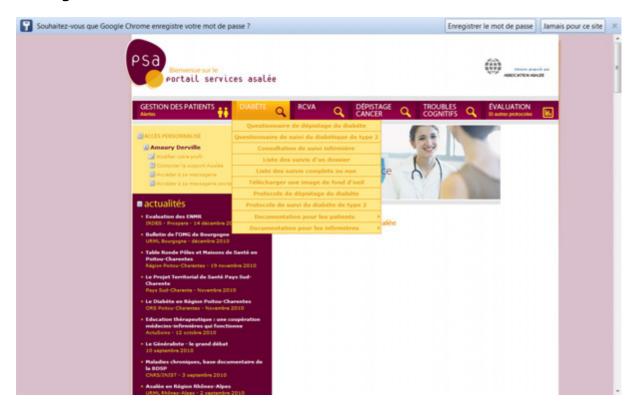
anomalie

imc,

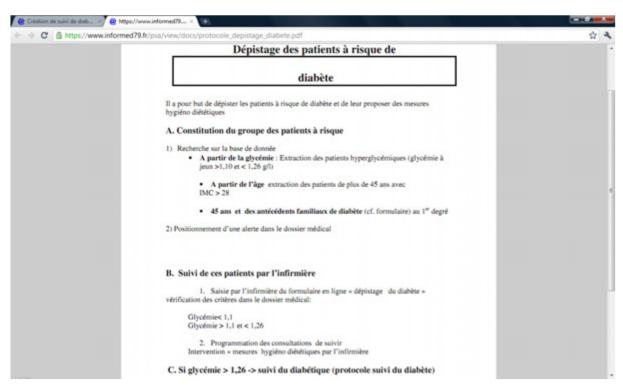
lipidique...)

Annexe – copies des protocoles, formulaires, contrôles, disponibles en ligne

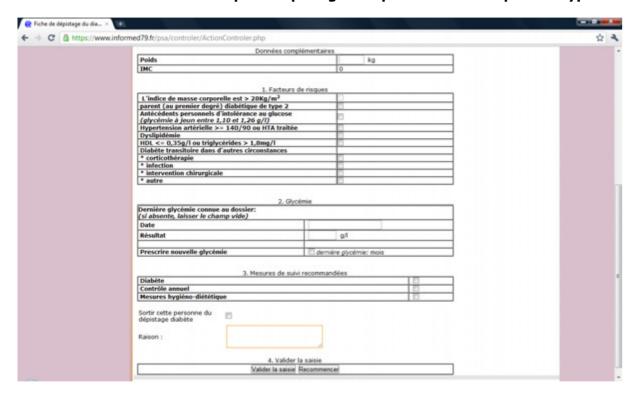
Menu général



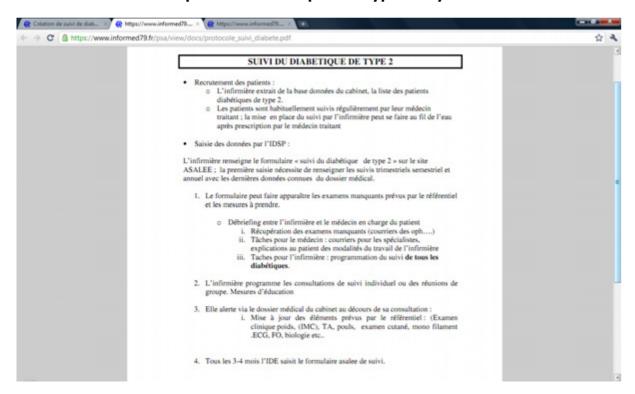
Protocole de dépistage des patients diabétiques de type 2 - synthèse



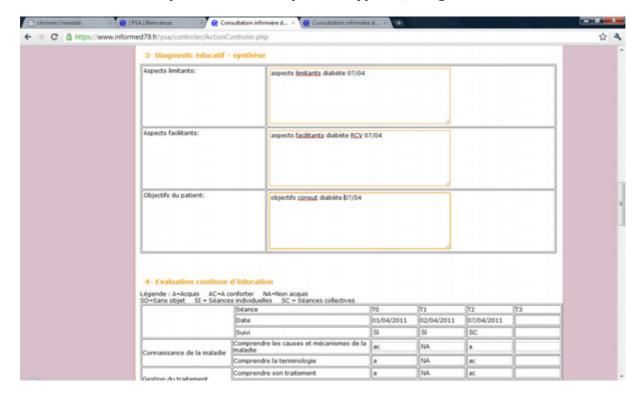
Formulaire collecte données pour dépistage des patients diabétiques de type 2



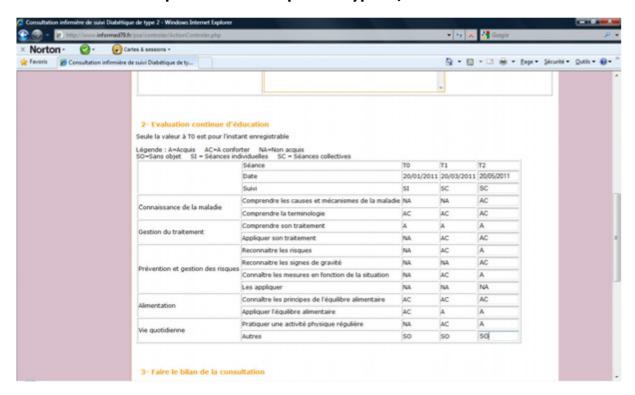
Protocole de suivi des patients diabétiques de type 2 - synthèse



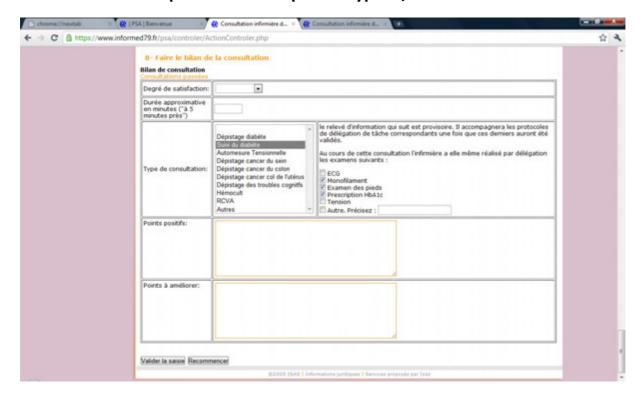
Formulaire de suivi patients diabétiques de type 2 / diagnostic éducatif



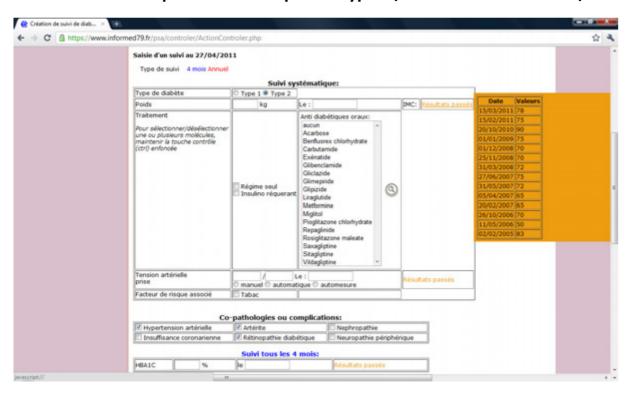
Formulaire de suivi patients diabétiques de type 2 / évaluation continue



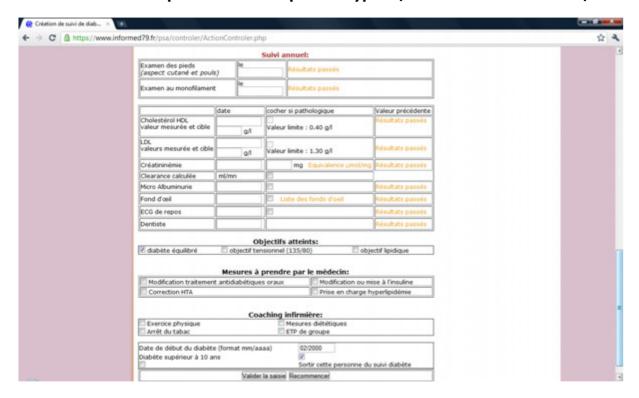
Formulaire de suivi patients diabétiques de type 2 / bilan de consultation



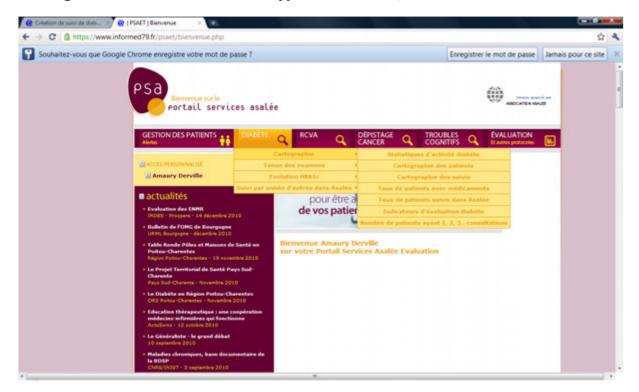
Formulaire de suivi patients diabétiques de type 2 / collecte des données 1/2



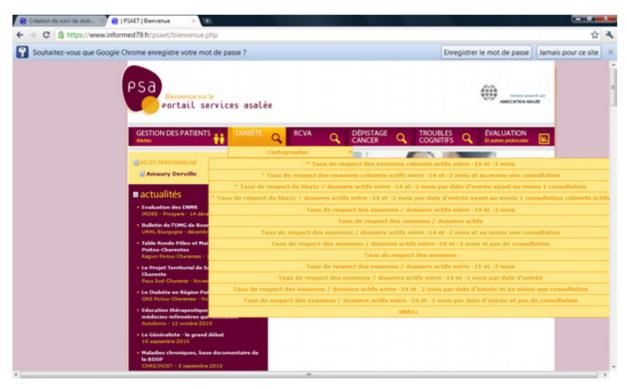
Formulaire de suivi patients diabétiques de type 2 / collecte des données 2/2



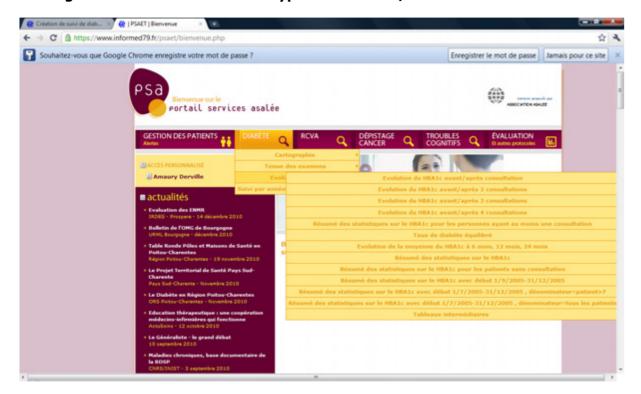
Menu général suivi du diabète de type 2 - écran 1 / 4



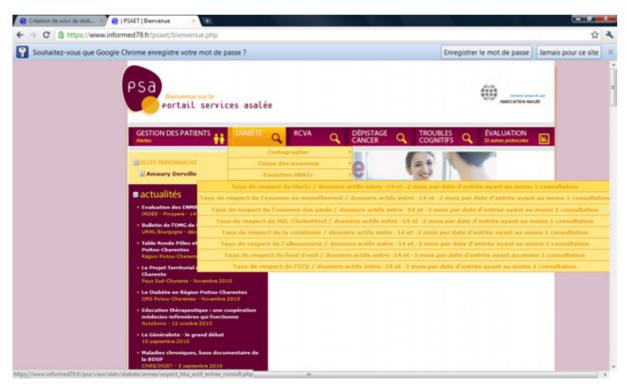
Menu général suivi du diabète de type 2 - écran 2 / 4



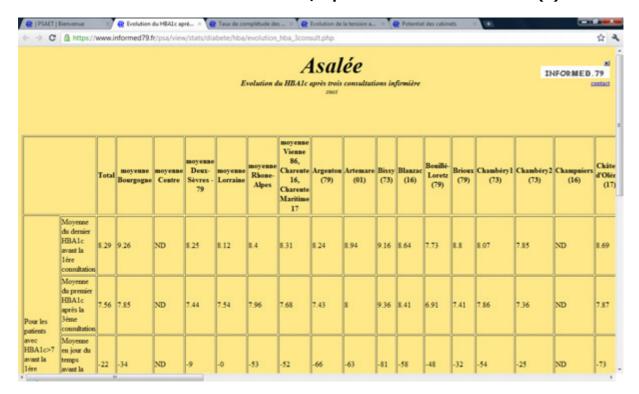
Menu général suivi du diabète de type 2 - écran 3 / 4



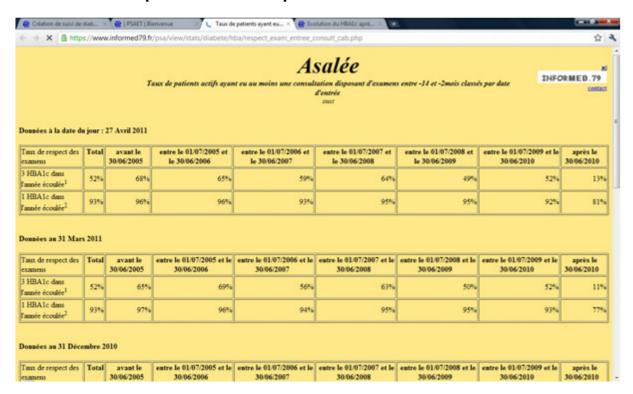
Menu général suivi du diabète de type 2 - écran 4 / 4



Suivi résultat Hba1c - évolution avant / après 3 rencontres Infirmier(e)



Suivi indicateurs process - taux respect examen



Annexe 4 - ASALEE & Article 51

Protocole suivi patient tabagique à risque BPCO

ianvier 2012

Les professionnels adapteront la prise en charge à l'évolution des recommandations au cours du temps.

Mise en place dans le cabinet d'une information générale sur la possibilité de bénéficier d'un suivi avec éducation par l'Infirmier(e) pour dépistage précoce et suivi des maladies respiratoires pour le patient tabagique par une Infirmier(e) délégué à la santé publique avec indication de la possibilité d'inclusion dans une activité dérogatoire pour la spirométrie Pour les patients dont le médecin

Actions du Délégant

Médecin généraliste

Le délégant peut si nécessaire être mobilisé pour aider à ce repérage.

traitant est un des médecins du

cabinet.

Il l'est systématiquement lors de la phase de mise en place du protocole, lorsque le délégué prend connaissance de l'utilisation concrète qui est faite dans le cabinet des concepts proposés par le logiciel de gestion utilisé. Actions du Délégué Infirmier(e) délégué(e) à la santé populationnelle

Actions autres professionnels de santé ou social ou patient

Repérage dans la base de données du cabinet des **patients** à risque BPCO :

 patients de plus de 40 ans fumeurs ou anciens fumeurs : 20 paquets.année pour les hommes, 15 paquets.année pour les femmes

Le cas échéant, **unification de la description de ces patients** entre médecins d'un même cabinet dans le logiciel de gestion de cabinet.

Initialisation de la base de suivi nationale anonyme.

Invitation par le délégant du patient au décours d'une consultation, à bénéficier d'un suivi & éducation par l'Infirmier(e) délégué(e).

Consentement éclairé du patient

Invitation directe par le délégué d'un patient à bénéficier de ce suivi & éducation.

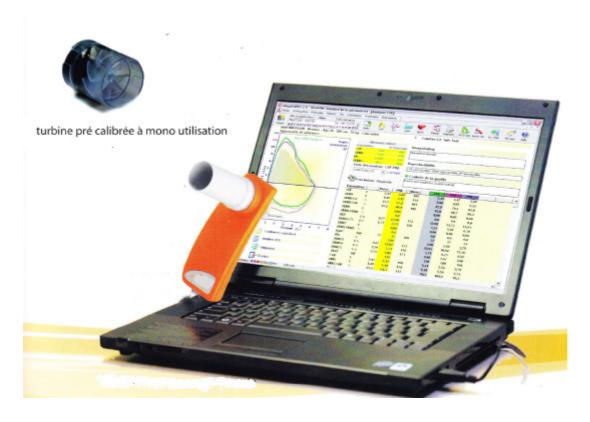
Cette invitation peut être faite auprès de patients avec lesquels un contact est en cours pour un autre protocole, notamment RCV En ce cas, le délégant est aussitôt informé par le délégué de l'accord de principe donné par le patient.

Le consentement du délégant à cette inclusion est par défaut.

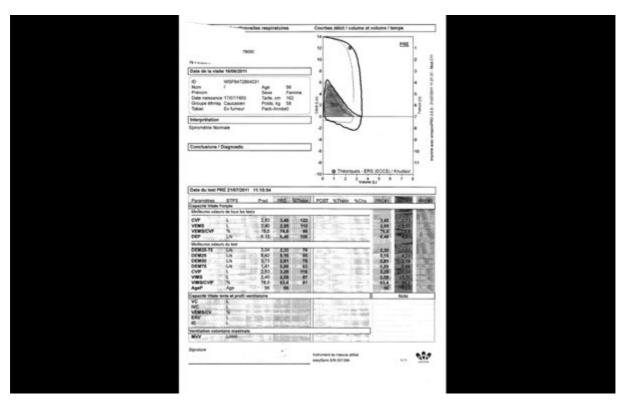
Actions du Délégant Médecin généraliste	Actions du Délégué Infirmier(e) délégué(e) à la santé populationnelle	Actions autres professionnels de santé ou social ou patient
	Prise de rendez-vous . (il s'agit ici du premier rendez-vous)	
	Consentement du patient qui adhère au volet dérogatoire du protocole en signant sa charte d'adhésion	
	Prescription et réalisation d'une spirométrie.	
	Réalisation de l'exploration enregistrée de la fonction respiratoire (spirométrie) avec mesure de la capacité vitale forcée (CVF)	
	Les résultats sont comparés par le spiromètre aux valeurs théoriques calculées (en prenant en compte l'âge, le sexe, la taille, le poids et d'autres paramètres)	
	Pour les patients traités, une deuxième mesure peut être effectuée après inhalation d'un broncho-dilatateur	
	L'Infirmier(e) valide avec les données fournies par le spiromètre la conformité technique de l'examen, édite le rapport fourni par le spiromètre, et programme une consultation initiale avec le médecin traitant	
Le cas échéant, si un critère d'alerte est positif, le délégant voit le patient	En cas de symptômes en dehors de l'examen clinique (exemple : douleur thoracique, dyspnée, palpitation) l'Infirmier(e) en réfère immédiatement aux médecins.	
Lors de la consultation de restitution des résultats de la première spirométrie, le médecin établit une concordance entre les résultats de l'examen réalisé par l'Infirmier(e), et la clinique. Il valide un point de référence pour les rencontres de suivi ultérieures avec l'Infirmier(e).		

Actions du Délégant	Actions du Délégué	Actions autres
Médecin généraliste	Infirmier(e) délégué(e) à la santé populationnelle	professionnels de santé ou social ou patient
Il propose également le plan d'actions pour le patient : aide au sevrage tabagique, stimulation à l'activité physique surveillance et signes d'alertes, connaissance du traitement et conduites à tenir, consultations spécialisées éventuelles	sante populationnene	ou social ou patient
Le cas échéant, si un critère d'alerte est positif, le délégant voit le patient	Lors de consultation ultérieure, soit une fois dans l'année, soit deux fois notamment pour suivre l'effet de la réduction ou de l'arrêt du tabac, l'Infirmier(e) assure l'examen spirométrique et la mesure de l'écart par rapport au point de référence. Elle commente également les rapports d'analyse proposés par le spiromètre. Ces mesures accompagnent le programme éducationnel de suivi du patient tabagique Encouragement à entreprendre un sevrage tabagique; consultation hygiéno-diététique visant à renforcer les motivations à l'arrêt du tabac, ou au maintien de l'abstinence au tabac. En cas de symptôme en dehors de l'examen clinique (exemple : douleur thoracique, dyspnée, palpitation) l'Infirmier(e) en réfère immédiatement aux médecins	
	De façon continue, par auto- contrôle qualité Asalée, contrôle d'efficacité médicale (VEMS/CV)	De façon continue, par le contrôleur qualité Asalée, contrôle d'activité (nb de consultations, nb de suivis bpco) De façon continue, par le contrôleur qualité Asalée, contrôle d'efficacité médicale (VEMS/CV, etc)
Staff de debriefing avec le délégué – revue de l'ensemble des dossiers Les Evénements Indésirables sont revus et analysés lors du staff de debriefing	Staff de debriefing avec le délégant – revue de l'ensemble des dossiers ; le délégant est en validation. Les Evénements Indésirables sont revus et analysés lors du staff de debriefing	medicale (VEPIS) CV, Etc)

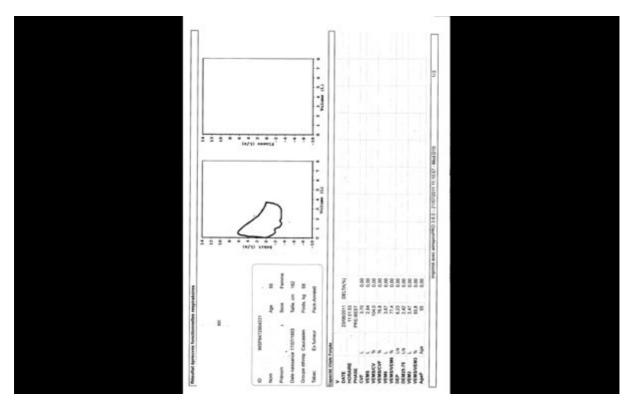
Annexe – copies des protocoles, formulaires, contrôles, disponibles en ligne Exemple d'équipement spiromètre



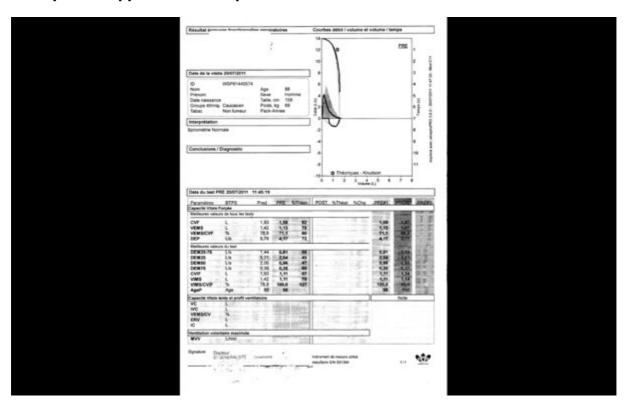
Exemple de rapport automatique



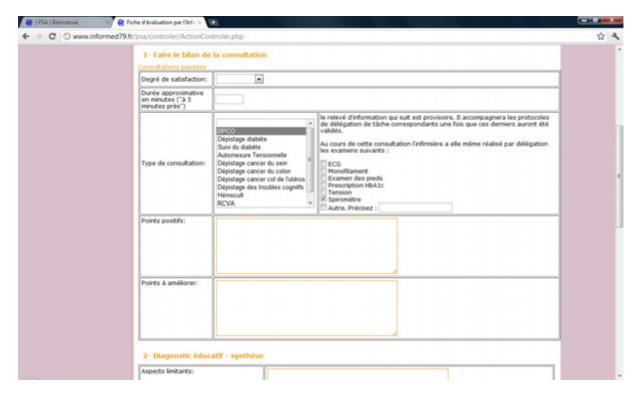
Exemple de rapport automatique



Exemple de rapport automatique



Formulaire de suivi patients BPCO / bilan de consultation



Annexe 5 - ASALEE & Article 51

Protocole suivi patient & risque cardio-vasculaire

Janvier 2012

Les professionnels adapteront la prise en charge à l'évolution des recommandations au cours du temps.

Actions du Délégant
Médecin généraliste

Actions du Délégué Infirmier(e) Délégué(e) à la santé populationnelle Actions autres professionnels de santé ou social ou patient

Mise en place dans le cabinet d'une **information** générale sur la possibilité de bénéficier d'un **suivi** avec éducation pour une **Infirmier(e)** pour les patients à facteur de risque cardiovasculaire :

- hypertension artérielle ;
- hypercholestérolémie ;
- tabac;
- patients sous anticoagulant

avec indication de la possibilité d'inclusion dans une activité dérogatoire pour les ECG

Pour les patients dont le médecin traitant est un des médecins du cabinet

Le délégant peut si nécessaire être mobilisé pour aider à ce repérage.

Il l'est systématiquement lors de la phase de mise en place du protocole, lorsque le délégué prend connaissance de l'utilisation concrète qui est faite dans le cabinet des concepts proposés par le logiciel de gestion utilisé.

Il est rappelé ici que le patient qui présente des troubles cardiovasculaire en phase aigüe consulte toujours le médecin en première intention. Repérage dans la base de données du cabinet des patients à risque cardiovasculaire.

Ce repérage se fait en prenant soit deux facteurs de risque dont un modifiable, soit trois facteurs de risque ou plus.

Ces facteurs de risque sont :

- âge H > 45 ans, F > 55 ans F
- antécédents familiaux
- tabagisme actif ou arrêt de moins de 3 ans ;
- HTA certifiée ;
- IMC > 28;
- hyperlipidémie;
- HVG électrique si patient HTA;
- (exclut : diabète, insuffisance rénale chronique)

Ce repérage permet d'estimer le **risque cardio-vasculaire** selon l'équation de Framingham, fonction des points suivants :

- tabagisme,
- cholestérol total,
- HDL,
- tension,
- échocardio,
- âge,
- genre.

Le cas échéant, **unification de la description de ces patients** entre médecins d'un même cabinet dans le logiciel de gestion de cabinet.

Initialisation de la base de suivi nationale anonyme.

Actions du Délégant Médecin généraliste

Actions du Délégué Infirmier(e) Délégué(e) à la santé populationnelle

Actions autres professionnels de santé ou social ou patient

Invitation par le délégant du patient à facteur de RCV, au décours d'une consultation, à bénéficier d'un suivi & éducation par l'Infirmier(e) Délégué(e). Cette invitation peut aussi s'appuyer sur le motif d'une modification de traitement justifiant par conséquent un programme éducationnel (anti – coagulant, hypotenseurs)

Consentement éclairé du patient

Invitation directe par le délégué d'un patient à bénéficier de ce suivi & éducation.

Cette invitation peut être faite auprès de patients avec lesquels un contact est en cours pour un autre protocole

En ce cas, le délégant est aussitôt informé par le délégué de l'accord de principe donné par le patient.

Le consentement du délégant à cette inclusion est par défaut.

Prise de rendez-vous. (il s'agit ici du premier rendez-vous)

Consentement du patient qui adhère au volet dérogatoire du protocole en signant son adhésion

Lors de la cette première consultation, réalisation :

- d'un diagnostic éducatif
- et d'un plan d'action personnalisé,

première étape formelle d'éducation thérapeutique

Cette étape vise, selon l'état de l'art : la connaissance du patient dans sa globalité, afin de faire émerger les interrogations du patient, ses attentes.

Cinq dimensions sont abordées : cognitive (connaissance de la maladie, du traitement), biologique (pathologie, antécédents), socio professionnelle (profession, loisirs), psychoaffective (stade d'acceptation de la maladie), projective (projets source de motivation).

Ces informations sont consignées dans le dossier.

Ensuite sont abordés, le rapport du patient avec le médicament, les interférences alimentaires ou médicamenteuses, la conduite à tenir dans certaines situations.

Actions	du	Délé	égant
Médecin	ı gé	néra	aliste

Actions du Délégué Infirmier(e) Délégué(e) à la santé populationnelle

Actions autres professionnels de santé ou social ou patient

Lors de la **première consultation**, également, le délégué assure une consultation de surveillance qui sera ultérieurement appelée de « routine » :

- vérification de l'équilibre de la tension,
- mesure du poids,
- conformité des analyses labo (process et résultats),
- compliance du patient aux traitements,
- observance, etc....

générale, D'une façon l'Infirmier(e) ne traite pas tous sujets (hygiène, tabac, alcool, exercice physique, etc...) lors de cette première rencontre, mais les organise dans le temps, en fonction du diagnostic éducatif et des priorités et engagements que le patient est prêt à prendre

Egalement, dans la constitution du dossier (données médicales) selon le cas, tout ou partie de ces données sera collectée dès la première rencontre.

Toutes les données collectées sont consignées dans le dossier du patient

Actions du Délégant Médecin généraliste	Actions du Délégué Infirmier(e) Délégué(e) à la santé populationnelle	Actions autres professionnels de santé ou social ou patient
Le cas échéant, si un critère d'alerte est positif, le délégant voit le patient	Le délégué réalise le cas échéant l'ECG de contrôle du patient. (Il est rappelé ici que le patient qui présente des troubles cardiovasculaires consulte le médecin en première intention.) Le résultat est transmis immédiatement au médecin.	
Dans tous les cas, les ECG sont interprétés par un médecin dans la suite immédiate de la consultation du délégué Le médecin interprète l'ECG et,		
s'il le juge utile, voit le patient.		
Le médecin interprète l'ECG et voit le patient	Si, lors d'une rencontre au cours de laquelle l'Infirmier(e) n'avait pas prévu de faire un ECG de contrôle, le patient présente des signes cliniques, comme : • palpitation, troubles du rythme • douleur thoracique constrictive, • essoufflement du patient ou douleur thoracique d'effort. L'Infirmier(e) prescrit et effectue un électrocardiogramme ; L'Infirmier(e) en réfère immédiatement au médecin	

Actions du Délégant Médecin généraliste	Actions du Délégué Infirmier(e) Délégué(e) à la santé populationnelle	Actions autres professionnels de santé ou social ou patient
	Pour les patients tabagiques, le délégué peut être amené à prescrire et réaliser une spirométrie. On se reportera au protocole « suivi patient tabagique » pour ce volet En fin de consultation, programmation des contacts du suivi.	
	Le temps de rencontre est estimé à 55 minutes	
	Le cas échéant, remise d'un appareil d'automesure tensionnelle et explication sur le fonctionnement C'est un appareil à relevé individuel avec carnet de relevé papier Option: c'est un appareil à transmission automatique qui est remis, incluant possiblement également poids, ecg succinct Option: lorsque la transmission	Les données d'automesure sont relevées par le patient pour être remises en consultation ultérieure Option: lorsque la transmission automatique est activée, il est alors possible de présenter des alertes selon des profils pré-établis, qui mobiliseront le délégué le cas échéant avant la prochaine consultation prévue avec le délégué
	automatique est activée, et si une alerte est présentée, le délégué peut prendre l'initiative d'un contact téléphonique avancé avec le patient, et le cas échéant, mobiliser le délégant	
		Par ailleurs, au fil de l'eau, et selon protocole, le

Actions du Délégant Médecin généraliste	Actions du Délégué Infirmier(e) Délégué(e) à la santé populationnelle	Actions autres professionnels de santé ou social ou patient
	Au fil de l'eau, intégration dans le système de suivi national des résultats d'examen et postage d'alerte (« post-it ») dans le logiciel de gestion de cabinet pour rappeler aux délégants le ou les examens qui doivent être refaits en application du protocole HAS Les rendez-vous de suivi	
	routine & éducation ont été pris à l'issue de la 1ère consultation Infirmier(e), sous la responsabilité de l'Infirmier(e).	
	Ces rendez-vous ont un déroulement analogue à la première consultation, avec le volet dérogatoire éventuel concernant l'ECG	
	Le délégué suit le plan d'actions personnalisé Etp établi lors de la 1 ^{ère} consultation Le temps de rencontre est estimé à 50 mn	
	Le cas échéant, le délégué peut être amené à rappeler le patient s'il en a manqué un, prendre contact avec lui pour une intervention brève d'assistance.	

De façon continue, par autocontrôle qualité Asalée,
contrôle d'efficacité médicale
(évolution imc, tension,
anomalie lipidique)

De façon continue, par le contrôleur qualité Asalée, contrôle d'activité (nb de consultations, nb de suivis rcva)

De façon continue, par le contrôleur qualité Asalée, contrôle d'efficacité médicale (évolution imc, tension, anomalie lipidique, tabac..)

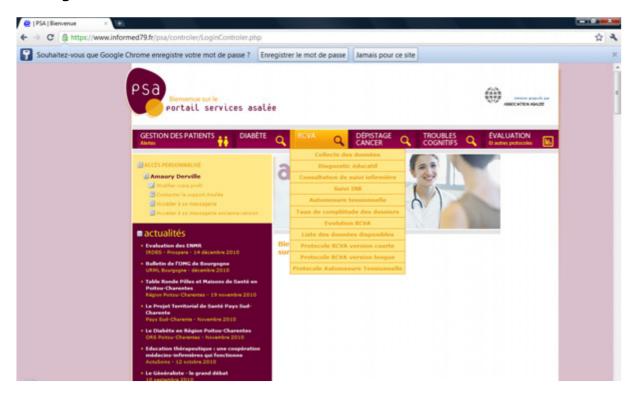
Staff de debriefing avec le **délégué** – revue de l'ensemble des dossiers

Les Evénements Indésirables sont revus et analysés lors du staff de debriefing **Staff de debriefing** avec le **délégant** – revue de l'ensemble des dossiers / le délégant est en validation

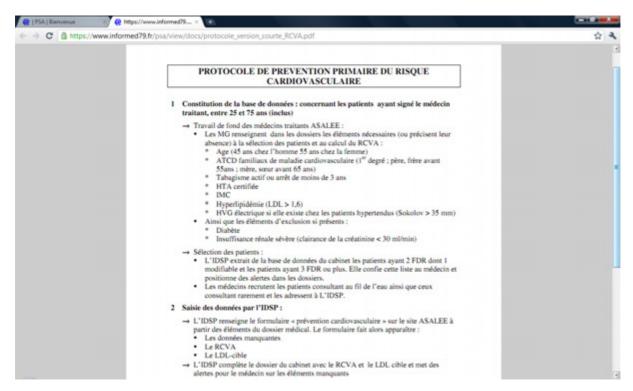
Les Evénements Indésirables sont revus et analysés lors du staff de debriefing

Annexe – copies des protocoles, formulaires, contrôles, disponibles en ligne

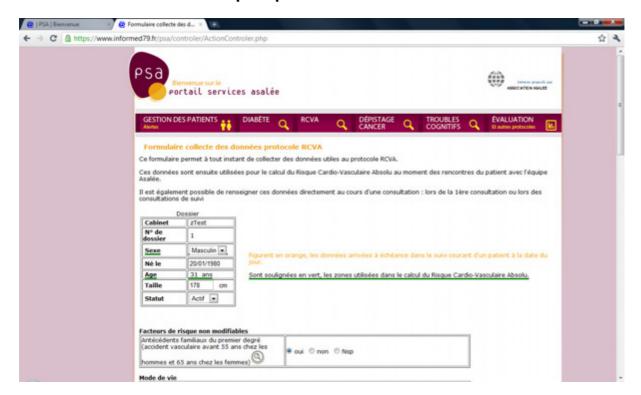
Menu général



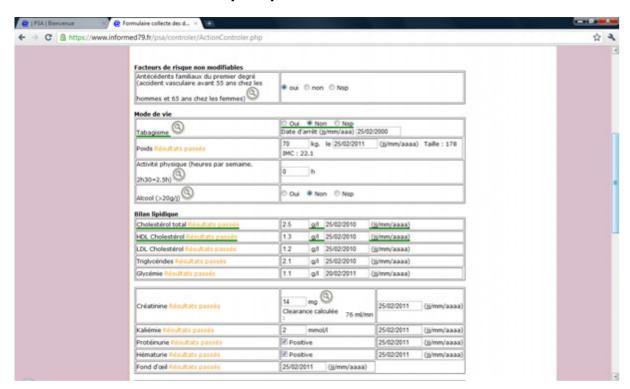
Protocole de prévention des patients à RCV - extrait



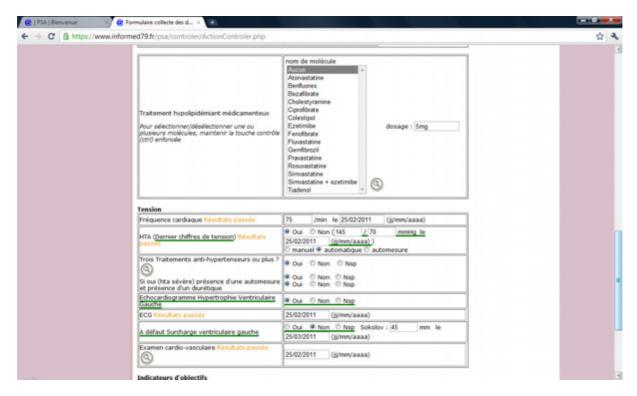
Formulaire collecte données pour patients à RCV



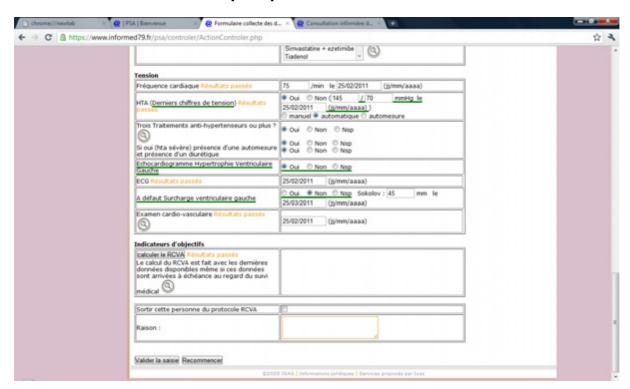
Formulaire collecte données pour patients à RCV



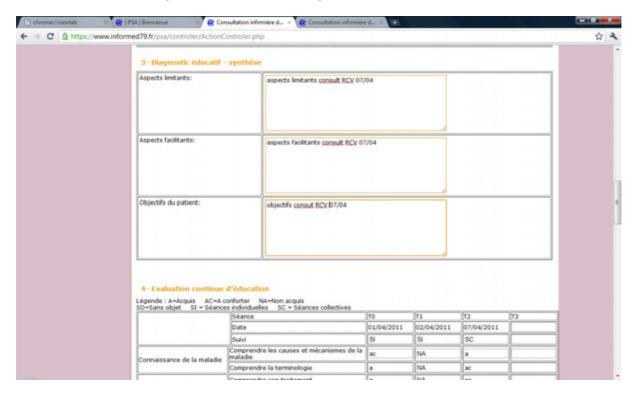
Formulaire collecte données pour patients à RCV



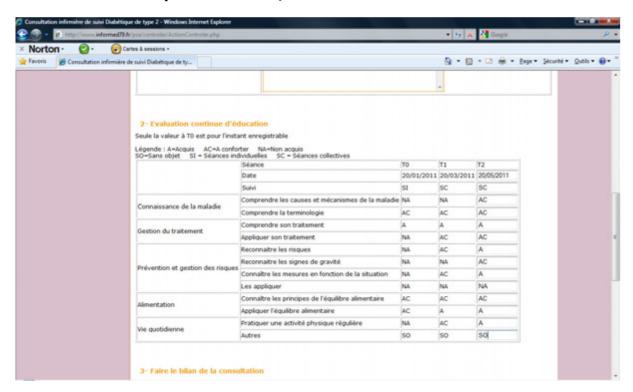
Formulaire collecte données pour patients à RCV



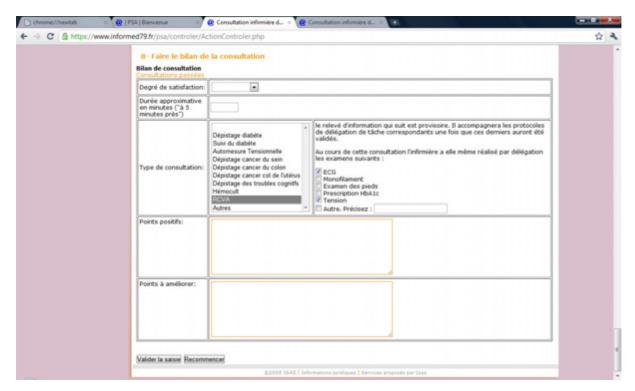
Formulaire de suivi patients à RCV / diagnostic éducatif



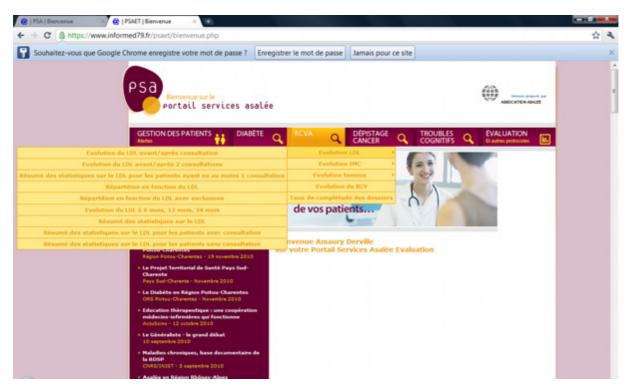
Formulaire de suivi patients à RCV / évaluation continue



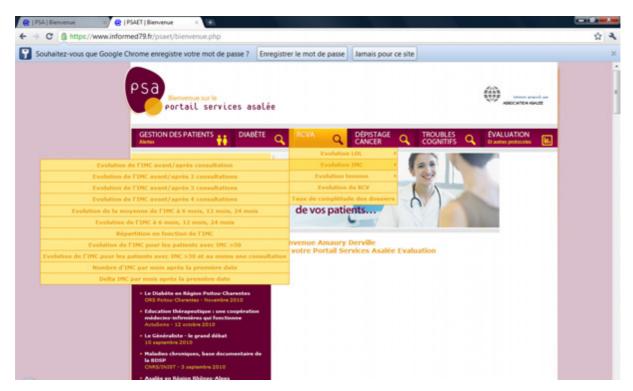
Formulaire de suivi patients à RCV / bilan de consultation



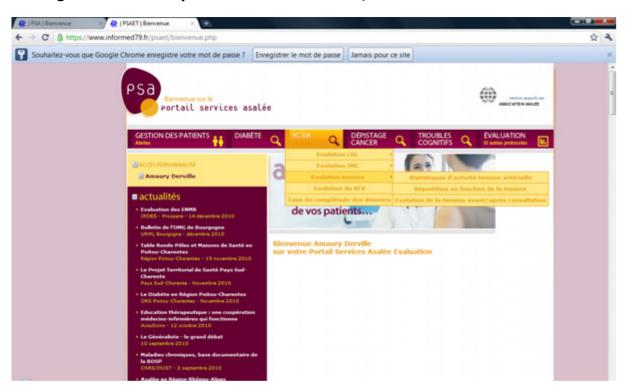
Menu général suivi du patient à RCV - écran 1 / 4



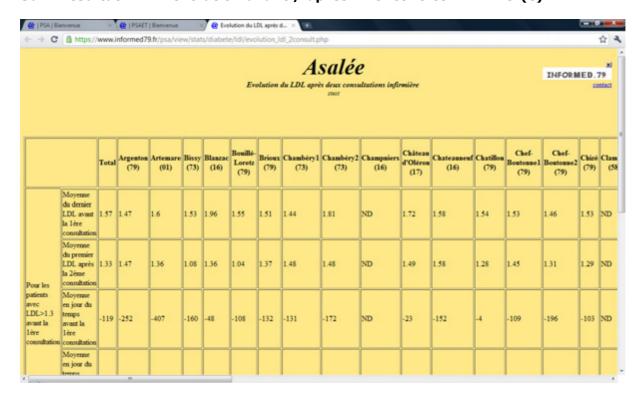
Menu général suivi du patient à RCV - écran 2 / 4



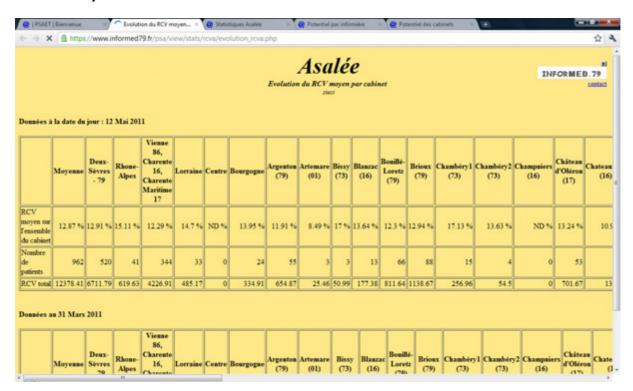
Menu général suivi du patient à RCV - écran 3 / 4



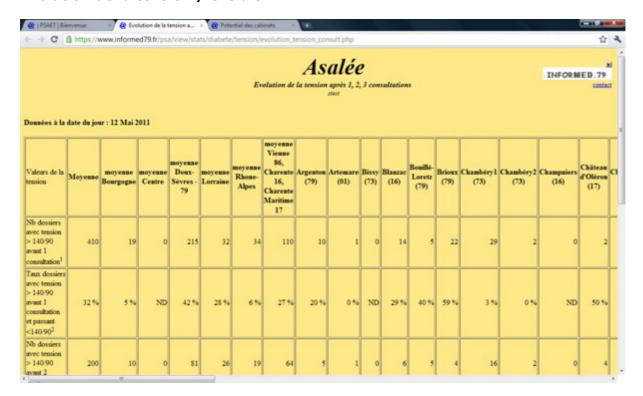
Suivi résultat LDL - évolution avant / après 2 rencontres Infirmier(e)



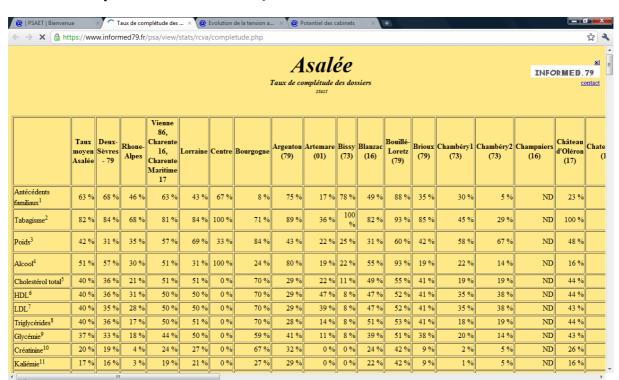
Suivi RCV / extrait



Evolution de la tension / extrait



Taux de complétude des dossiers / extrait



Annexe 6 - ASALEE & Article 51

Protocole repérage des troubles cognitifs & consultation mémoire

Janvier 2012

Les professionnels adapteront la prise en charge à l'évolution des recommandations au cours du temps.

Actions du Délégant Médecin généraliste	Actions du Délégué Infirmier(e) délégué(e) à la santé populationnelle	Actions autres professionnels de santé ou social
Mise en place dans le cabinet d'une information générale sur la possibilité de bénéficier d'une consultation mémoire, avec repérage des troubles cognitifs, avec indication de la classe d'âge concernée et du caractère dérogatoire de l'intervention (75 ans) Pour les patients dont un des médecins est médecin traitant dans le cabinet	Mise en place d'un réseau de vigilance médico-social, permettant aux aides et intervenants à domicile de signaler des événements environnementaux ou personnels susceptibles d'évoquer un trouble cognitif : le délégué assure la présentation du réseau de vigilance aux acteurs médico-sociaux, la formation de ces derniers et le suivi	Ce réseau vient compléter l'action du réseau gérontologique existant qui peut lui-même être un effecteur de ce protocole

Invitation par le délégant du patient au décours d'une consultation habituelle ou ponctuelle, à bénéficier consultation d'une avec l'Infirmier(e).

Consentement éclairé du patient

Invitation du patient,

- soit directement, sur critères de type classe d'âge,
- soit au décours d'une consultation pour autres motifs (diabète, rcv, automesure, etc...),
- soit suivant alerte vigilance,
- à bénéficier d'un repérage des troubles cognitifs.

En ce cas, le délégant est aussitôt informé par le délégué de l'accord de principe donné par le patient.

Le consentement du délégant à cette inclusion est par défaut.

échéant, Le alerte cas du réseau émanant de vigilance pouvant évoquer trouble cognitif, notamment en cas de chute

Actions du Délégant Médecin généraliste	Actions du Délégué Infirmier(e) délégué(e) à la	Actions autres professionnels de santé
	santé populationnelle	ou social
	Réalisation en consultation	
	mémoire de l'ordre de 50	
	minutes.	
	Construction de matient au	
	Consentement du patient qui	
	adhère au volet dérogatoire du	
	protocole en signant son adhésion	
	Ce repérage se fait en passant 7	
	tests conformément aux	
	recommandations en vigueur:	
	Horloge ;	
	• GDS ;	
	• MMS;	
	• 5 mots ;	
	• IADL;	
	• EDF ;	
	• NPI.	
	Le test est déclaré positif sur les critères suivants de seuil propres	
	à chacun des tests :	
	(MMSE<=25) Ou (Horloge <=9)	
	Ou (GDS>=5) Ou (IADL>=2) ou	
	(EDF>=3) ou (NPI >2)	
	Rédaction d'un bilan en fin de	
	consultation, et, selon les	
	résultats des tests	
	(positifs/négatifs) proposition	
	d'une rencontre avec le médecin	
	Lo bilan tiont compto du niveau	
	Le bilan tient compte du niveau socio-culturel et des compétences	
	antérieures.	
	differredress.	
Le cas échéant, si un critère	Si à l'occasion de la consultation	
d'alerte est positif, le	l	
délégant est	l -	
immédiatement prévenu	troubles psychiques, (par exemple	
,	idée délirante, syndrome	
	dépressif,) l'Infirmier(e) en	
	réfère immédiatement au	
	médecin.	
	Il on oot do mâmo do Vanas siating	
	Il en est de même de l'association	
	de déficit du MMS associé à un GDS élevé	
	ODS eleve	
	Si l'Infirmier(e) relève un risque	
	suicidaire, elle en réfère	
	d'urgence au médecin.	
	_	

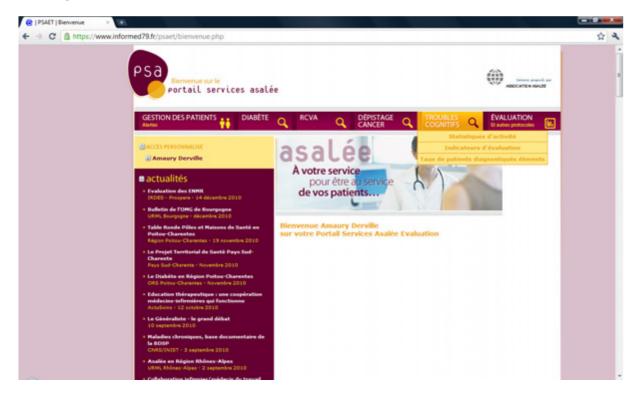
Actions du Délégant	Actions du Délégué	Actions autres
Médecin généraliste	Infirmier(e) délégué(e) à la santé populationnelle	professionnels de santé ou social
Le cas échéant, si un critère d'alerte est positif, le délégant est immédiatement prévenu	La consultation peut être organisée également au domicile du patient, ou sur son lieu de vie habituel (uniquement pour les patients qui ne se déplacent pas) Cette consultation a lieu toujours aux heures d'ouverture du cabinet Si, alors que la rencontre de repérage de troubles cognitifs, a lieu au domicile, et qu'à cette occasion, le patient présente un état de confusion ou autres troubles psychiques, (par exemple idée délirante, dépression,) l'Infirmier(e) en réfère immédiatement au médecin. Il en est de même de l'association de déficit du MMS associé à un	ou social
Le délégant décide de la prise en charge ultérieure en lien avec le médecin spécialiste	GDS élevé Si l'Infirmier(e) relève un risque suicidaire, elle en réfère d'urgence à un médecin.	
conformément aux recommandations en vigueur		
	Prise de rendez-vous suivant prise en charge recommandée et information au réseau de vigilance sociale et/ou le cas échéant au réseau gérontologique	
	- 23came da reseda geromologique	Atelier mémoire, bilan spécialisé, éventuellement mobilisation du réseau gérontologique etc.
	De façon continue, par auto- contrôle qualité Asalée, contrôle d'efficacité médicale, notamment taux de patients repérés	De façon continue, par le contrôleur qualité Asalée, contrôle d'activité; nb de consultations
	·	De façon continue, par le contrôleur qualité Asalée, contrôle d'efficacité médicale, taux de patients repérés
	Staff de debriefing avec le délégant – revue de l'ensemble	

le délégué – revue de l'ensemble des dossiers
Les Evénements
Indésirables sont revus et analysés lors du staff de debriefing

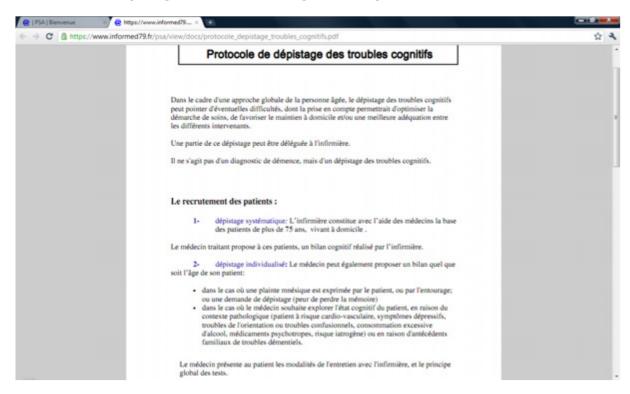
Staff de debriefing avec le délégant – revue de l'ensemble des dossiers / le délégant est en validation
Les Evénements Indésirables sont revus et analysés lors du staff de debriefing

Annexe - copies des protocoles, formulaires, contrôle, disponibles en ligne

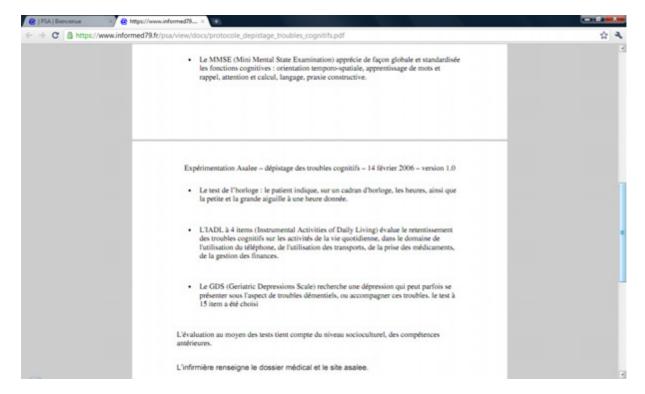
Menu général



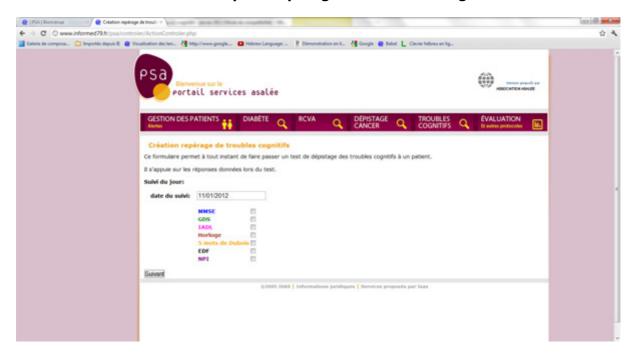
Protocole de repérage des troubles cognitifs - synthèse 1/2



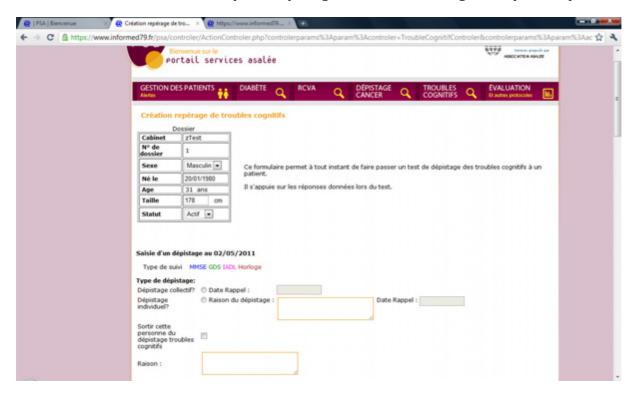
Protocole de repérage des troubles cognitifs - synthèse 2/2



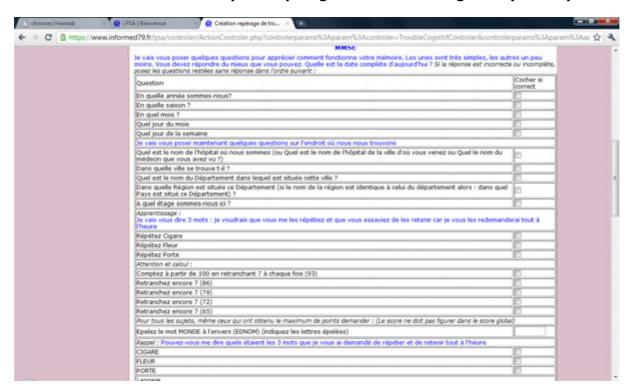
Formulaire collecte données pour repérage des troubles cognitifs



Formulaire collecte données pour repérage des troubles cognitifs (extrait)



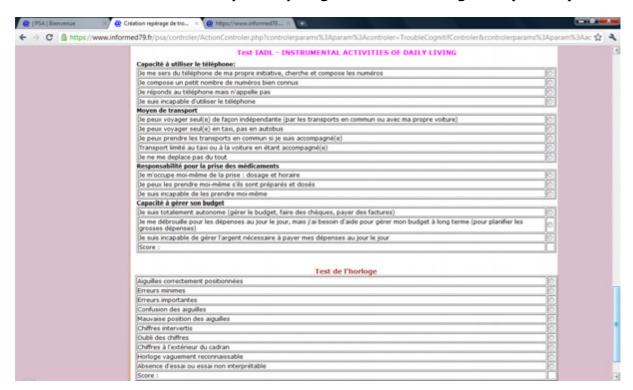
Formulaire collecte données pour repérage des troubles cognitifs (extrait)



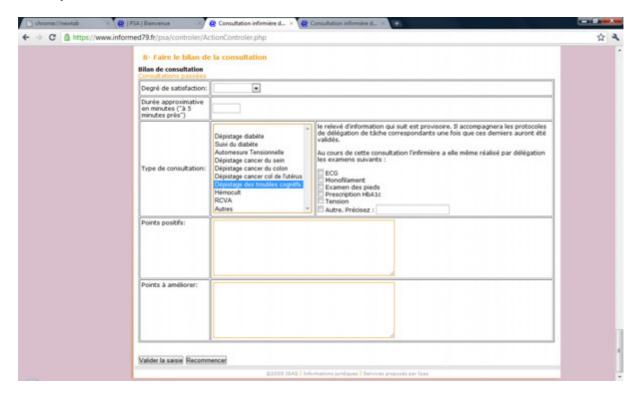
Formulaire collecte données pour repérage des troubles cognitifs (extrait)



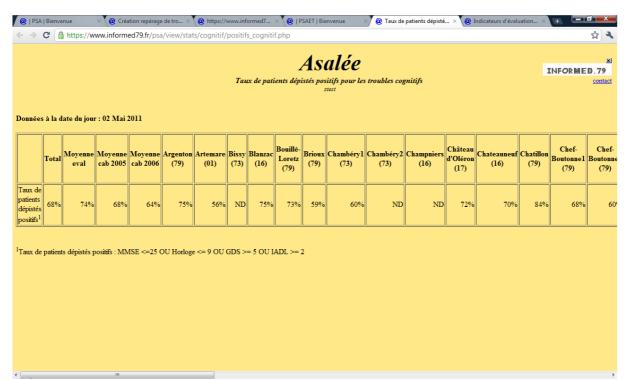
Formulaire collecte données pour repérage des troubles cognitifs (extrait)



Suivi / Evaluation de consultation



Suivi / Taux de patients diagnostiqués « positifs »



Maison de Santé de Châtillon-sur-Thouet

en partenariat avec l'association ASALEE





Vos médecins sont membres de l'association ASALEE : ils se sont adjoints la collaboration d'infirmières spécialement formées avec lesquelles, ensemble, ils vous proposent une prise en charge innovante dans le cadre de protocoles de coopération* agréés par la Haute Autorité de Santé.

- Si vous êtes **diabétique**, pour mieux comprendre et bien prendre en charge votre maladie, et être à jour de vos examens ;
- Si votre **tension artérielle** le nécessite : pour la contrôler par la mesure de votre tension chez vous avec un appareil en prêt ; et si nécessaire faire les ECG de contrôle ;
- Si vous avez des facteurs de risque **cardio-vasculaire**, pour les prévenir et les suivre;
- Si vous êtes **fumeur** et que vous souhaitez faire le point ; et en particulier bénéficier d'une mesure régulière de votre capacité de souffle ;
- Si vous souhaitez tester votre mémoire ;

Au cours de cette prise en charge, l'infirmière, parfaitement formée, pourra être amenée par délégation du médecin à vous prescrire certains examens, réaliser des ECG, des tests mémoires. Elle agit alors dans un cadre dérogatoire** en coopération étroite avec votre médecin traitant.

Prenez contact avec l'infirmière pour en savoir plus, Claudie Goubeau, 05 49 95 15 57



L'infirmière est présente à la Maison de Santé du lundi au vendredi, de 9h00 à 17h00 et vous reçoit sur rendez-vous.

Elle vous remettra une information très complète lors d'une première rencontre afin que puissiez adhérer en pleine connaissance de cause à ce nouveau service.

A tout moment, n'hésitez pas à en parler à votre médecin.



Information aux Patients sur la coopération médecins/infirmier(e)s mise en place dans ce cabinet

- Consultation de repérage des troubles cognitifs -

Votre médecin traitant vous a suggéré de rencontrer l'infirmier(e) Asalée attaché(e) au cabinet et de lui faire confiance pour des actes de prévention ou de suivi d'une pathologie ;

Vous souhaitez comprendre les bases légales et les raisons médicales.

Ce document vous donne les informations nécessaires.

Dans ce cabinet, les médecins coopèrent avec un(e) infirmier(e) pour votre santé. Ils appliquent ainsi un « protocole de coopération ».

Cette coopération est validée par la Haute Autorité de Santé – HAS.

Elle est également autorisée par l'Agence Régionale de Santé de Poitou-Charentes – ARS.

L'action de l'infirmier(e) : un travail en équipe avec le médecin traitant

L'infirmier(e) pourra vous poser des questions dont les réponses alimenteront votre dossier géré par votre médecin traitant ;

L'infirmier(e) pourra réaliser des actes, à savoir :

- Repérage des troubles cognitifs
- Réalisation de consultation mémoire tests : Horloge, GDS, MMS, 5 mots, IADL, EDF, NPI
- Proposition d'accompagnement

L'infirmier(e) a reçu une formation qualifiante par un organisme de formation agréé pour tous les examens ou interprétations qu'il (elle) sera amené(e) à faire.



Si vous souhaitez en savoir plus...

Parlez-en à votre médecin traitant ou à l'infirmier(e) ASALEE présent(e) au cabinet

Les fondements juridiques et médicaux de cette coopération?

L'article 51 de la loi Hôpital Patient Santé Territoire, est conçu pour permettre aux professionnels de santé de déployer des coopérations, sur tout ou partie du territoire national, tout en garantissant la qualité et la sécurité des soins dues aux patients.

Les enjeux de la coopération entre les professionnels de santé au service des patients sont :

- la prise en charge des patients reposant sur une coordination performante entre tous les intervenants de façon à optimiser leur parcours de soins ;
- l'évolution de l'exercice professionnel et l'extension des champs d'intervention des professions paramédicales, au regard de la mutation des pratiques professionnelles ;
- le gain de temps médical pour permettre aux professions médicales de centrer leur activité sur des missions d'expertise.

La Haute Autorité de Santé veille à ce que les protocoles de coopération garantissent :

- un niveau d'efficacité clinique au moins équivalent à la prise en charge habituelle ;
- une maîtrise des risques propres à la nouvelle prise en charge des patients ;
- un accès à des soins de qualité.

Votre consentement

Une fois que vous avez été informé de la possibilité de bénéficier de ce type de prise en charge, et après réflexion, il vous est demandé de donner votre consentement.

Ce consentement est recueilli par signature d'un document, selon les termes de la loi du 10 août 2011, et en particulier de son article 2, qui vient modifier l'article L110-4 du code de santé publique selon ces termes :

« Les informations concernant une personne prise en charge par un professionnel de santé au sein d'une maison ou d'un centre de santé sont réputées confiées par la personne aux autres professionnels de santé de la structure qui la prennent en charge, sous réserve : « 1° Du recueil de son consentement exprès, par tout moyen, y compris sous forme dématérialisée. Ce consentement est valable tant qu'il n'a pas été retiré selon les mêmes formes ; »

Source: legifrance.gouv.fr

http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000024457033&categorieLien=id



Information aux Patients sur la coopération médecins/infirmier(e)s mise en place dans ce cabinet

- Suivi du patient à risque cardio-vasculaire -

Votre médecin traitant vous a suggéré de rencontrer l'infirmier(e) Asalée attaché(e) au cabinet et de lui faire confiance pour des actes de prévention ou de suivi d'une pathologie ;

Vous souhaitez comprendre les bases légales et les raisons médicales

Ce document vous donne les informations nécessaires.

Dans ce cabinet, les médecins coopèrent avec un(e) infirmier(e) pour votre santé. Ils appliquent ainsi un « protocole de coopération ».

Cette coopération est validée par la Haute Autorité de Santé – HAS.

Elle est également autorisée par l'Agence Régionale de Santé de Poitou-Charentes – ARS.

L'action de l'infirmier(e) : un travail en équipe avec le médecin traitant

L'infirmier(e) pourra vous poser des questions dont les réponses alimenteront votre dossier géré par votre médecin traitant ;

L'infirmier(e) pourra réaliser des actes, à savoir :

- Prescription et réalisation d'ECG de contrôle,
- Consultation hygiéno-diététique

L'infirmier(e) a reçu une formation qualifiante par un organisme de formation agréé pour tous les examens ou interprétations qu'il (elle) sera amené(e) à faire.



Si vous souhaitez en savoir plus...

Parlez-en à votre médecin traitant ou à l'infirmier(e) ASALEE présent(e) au cabinet

Les fondements juridiques et médicaux de cette coopération?

L'article 51 de la loi Hôpital Patient Santé Territoire, est conçu pour permettre aux professionnels de santé de déployer des coopérations, sur tout ou partie du territoire national, tout en garantissant la qualité et la sécurité des soins dues aux patients.

Les enjeux de la coopération entre les professionnels de santé au service des patients sont :

- la prise en charge des patients reposant sur une coordination performante entre tous les intervenants de façon à optimiser leur parcours de soins ;
- l'évolution de l'exercice professionnel et l'extension des champs d'intervention des professions paramédicales, au regard de la mutation des pratiques professionnelles ;
- le gain de temps médical pour permettre aux professions médicales de centrer leur activité sur des missions d'expertise.

La Haute Autorité de Santé veille à ce que les protocoles de coopération garantissent :

- un niveau d'efficacité clinique au moins équivalent à la prise en charge habituelle ;
- une maîtrise des risques propres à la nouvelle prise en charge des patients ;
- un accès à des soins de qualité ;

Votre consentement

Une fois que vous avez été informé de la possibilité de bénéficier de ce type de prise en charge, et après réflexion, il vous est demandé de donner votre consentement.

Ce consentement est recueilli par signature d'un document, selon les termes de la loi du 10 août 2011, et en particulier de son article 2, qui vient modifier l'article L110-4 du code de santé publique selon ces termes :

« Les informations concernant une personne prise en charge par un professionnel de santé au sein d'une maison ou d'un centre de santé sont réputées confiées par la personne aux autres professionnels de santé de la structure qui la prennent en charge, sous réserve : « 1° Du recueil de son consentement exprès, par tout moyen, y compris sous forme dématérialisée. Ce consentement est valable tant qu'il n'a pas été retiré selon les mêmes formes ; »

Source: legifrance.gouv.fr

http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000024457033&categorieLien=id



Information aux Patients sur la coopération médecins/infirmier(e)s mise en place dans ce cabinet

Suivi du patient tabagique à risque de Broncho-Pneumopathie-Chronique-Obstructive (BPCO)

Votre médecin traitant vous a suggéré de rencontrer l'infirmier(e) Asalée attaché(e) au cabinet et de lui faire confiance pour des actes de prévention ou de suivi d'une pathologie ;

Vous souhaitez comprendre les bases légales et les raisons médicales

Ce document vous donne les informations nécessaires.

Dans ce cabinet, les médecins coopèrent avec un(e) infirmier(e) pour votre santé. Ils appliquent ainsi un « protocole de coopération ».

Cette coopération est validée par la Haute Autorité de Santé – HAS.

Elle est également autorisée par l'Agence Régionale de Santé de Poitou-Charentes – ARS.

L'action de l'infirmier(e) : un travail en équipe avec le médecin traitant

L'infirmier(e) pourra vous poser des questions dont les réponses alimenteront votre dossier géré par votre médecin traitant ;

L'infirmier(e) pourra réaliser des actes, à savoir :

- Prescription et réalisation de spirométrie
- Consultation hygiéno-diététique

L'infirmier(e) a reçu une formation qualifiante par un organisme de formation agréé pour tous les examens ou interprétations qu'il (elle) sera amené(e) à faire.



Si vous souhaitez en savoir plus...

Parlez-en à votre médecin traitant ou à l'infirmier(e) ASALEE présent(e) au cabinet

Les fondements juridiques et médicaux de cette coopération?

L'article 51 de la loi Hôpital Patient Santé Territoire, est conçu pour permettre aux professionnels de santé de déployer des coopérations, sur tout ou partie du territoire national, tout en garantissant la qualité et la sécurité des soins dues aux patients.

Les enjeux de la coopération entre les professionnels de santé au service des patients sont :

- la prise en charge des patients reposant sur une coordination performante entre tous les intervenants de façon à optimiser leur parcours de soins ;
- l'évolution de l'exercice professionnel et l'extension des champs d'intervention des professions paramédicales, au regard de la mutation des pratiques professionnelles ;
- le gain de temps médical pour permettre aux professions médicales de centrer leur activité sur des missions d'expertise.

La Haute Autorité de Santé veille à ce que les protocoles de coopération garantissent :

- un niveau d'efficacité clinique au moins équivalent à la prise en charge habituelle ;
- une maîtrise des risques propres à la nouvelle prise en charge des patients ;
- un accès à des soins de qualité;

Votre consentement

Une fois que vous avez été informé de la possibilité de bénéficier de ce type de prise en charge, et après réflexion, il vous est demandé de donner votre consentement.

Ce consentement est recueilli par signature d'un document, selon les termes de la loi du 10 août 2011, et en particulier de son article 2, qui vient modifier l'article L110-4 du code de santé publique selon ces termes :

« Les informations concernant une personne prise en charge par un professionnel de santé au sein d'une maison ou d'un centre de santé sont réputées confiées par la personne aux autres professionnels de santé de la structure qui la prennent en charge, sous réserve : « 1° Du recueil de son consentement exprès, par tout moyen, y compris sous forme dématérialisée. Ce consentement est valable tant qu'il n'a pas été retiré selon les mêmes formes ; »

Source : legifrance.gouv.fr

http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000024457033&categorieLien=id



Information aux Patients sur la coopération médecins/infirmier(e)s mise en place dans ce cabinet

- Dépistage et suivi du patient diabétique de type 2 -

Votre médecin traitant vous a suggéré de rencontrer l'infirmier(e) Asalée attaché(e) au cabinet et de lui faire confiance pour des actes de prévention ou de suivi d'une pathologie ;

Vous souhaitez comprendre les bases légales et les raisons médicales

Ce document vous donne les informations nécessaires.

Dans ce cabinet, les médecins coopèrent avec un(e) infirmier(e) pour votre santé. Ils appliquent ainsi un « protocole de coopération ».

Cette coopération est validée par la Haute Autorité de Santé – HAS.

Elle est également autorisée par l'Agence Régionale de Santé de Poitou-Charentes – ARS.

L'action de l'infirmier(e) : un travail en équipe avec le médecin traitant

L'infirmier(e) pourra vous poser des questions dont les réponses alimenteront votre dossier géré par votre médecin traitant ;

L'infirmier(e) pourra réaliser des actes, à savoir :

- Dépistage du diabète avec consultation hygiéno diététique
- Rédaction et signature de prescription d'examens (HbA1c, micro-albuminurie, dosage des explorations des anomalies lipidiques, créatinémie, fond d'œil)
- Prescription et réalisation d'ECG
- Prescription, réalisation et interprétation des examens des pieds

L'infirmier(e) a reçu une formation qualifiante par un organisme de formation agréé pour tous les examens ou interprétations qu'il (elle) sera amené(e) à faire.



Si vous souhaitez en savoir plus...

Parlez-en à votre médecin traitant ou à l'infirmier(e) ASALEE présent(e) au cabinet

Les fondements juridiques et médicaux de cette coopération?

L'article 51 de la loi Hôpital Patient Santé Territoire, est conçu pour permettre aux professionnels de santé de déployer des coopérations, sur tout ou partie du territoire national, tout en garantissant la qualité et la sécurité des soins dues aux patients.

Les enjeux de la coopération entre les professionnels de santé au service des patients sont :

- la prise en charge des patients reposant sur une coordination performante entre tous les intervenants de façon à optimiser leur parcours de soins ;
- l'évolution de l'exercice professionnel et l'extension des champs d'intervention des professions paramédicales, au regard de la mutation des pratiques professionnelles ;
- le gain de temps médical pour permettre aux professions médicales de centrer leur activité sur des missions d'expertise.

La Haute Autorité de Santé veille à ce que les protocoles de coopération garantissent :

- un niveau d'efficacité clinique au moins équivalent à la prise en charge habituelle ;
- une maîtrise des risques propres à la nouvelle prise en charge des patients ;
- un accès à des soins de qualité ;

Votre consentement

Une fois que vous avez été informé de la possibilité de bénéficier de ce type de prise en charge, et après réflexion, il vous est demandé de donner votre consentement.

Ce consentement est recueilli par signature d'un document, selon les termes de la loi du 10 août 2011, et en particulier de son article 2, qui vient modifier l'article L110-4 du code de santé publique selon ces termes :

« Les informations concernant une personne prise en charge par un professionnel de santé au sein d'une maison ou d'un centre de santé sont réputées confiées par la personne aux autres professionnels de santé de la structure qui la prennent en charge, sous réserve : « 1° Du recueil de son consentement exprès, par tout moyen, y compris sous forme dématérialisée. Ce consentement est valable tant qu'il n'a pas été retiré selon les mêmes formes ; »

Source: legifrance.gouv.fr

http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000024457033&categorieLien=id



Formation théorique des Délégués à la coopération médecins/infirmier(e)s mise en place dans ce cabinet

Repérage des troubles cognitifs et consultation mémoire

Contenu

- 1. rappel sur le fonctionnement de la mémoire
- 2. physiopathologie des syndromes démentiels, notamment maladie d'Alzheimer
- 3. symptomatologie des démences : cognitive et comportementale
- 4. les différents tests de référence : MMSE, IADL, EDF, GDS, NPI, test de l'horloge, rappel des 5 mots
- 5. critères d'alertes des principaux tests
- 6. principes de communication, notamment avec les personnes atteintes de démence
- 7. relation d'aide, écoute active

Durée

3 jours soit 21h00, dont 7h00 au sein d'un service spécialisé en consultation mémoire

Modalités

La formation est faite par une association de formation agréée, qui s'entoure des spécialistes concernés.

On se référera à la fiche pratique annexe 5 pour la description du volet compagnonnage et en particulier réalisation en binôme des consultations incluant le volet dérogatoire.





Formation théorique des Délégués à la coopération médecins/infirmier(e)s mise en place dans ce cabinet

Suivi du patient à risque cardio-vasculaire

Contenu du programme

- 1. Epidémiologie des pathologies cardiovasculaires : morbidité mortalité -coût retentissement socio-économique.
- 2. Eléments d'électrophysiologie cardiaque.
- 3. Réalisation technique d'un tracé ECG
- 4. Les troubles du rythme cardiaque : quelques notions élémentaires.

Bien que ce sujet ne fasse pas l'objet d'une dérogation, une formation est aussi donnée sur le suivi INR pour les patients concernés :

- 5. Les médicaments anticoagulants et antiagrégants.
- 6. Sensibilisation particulière aux risques majeurs d'accidents iatrogènes sous AVK.
- 7. Surveillance biologique d'un patient sous traitement par AVK.
- 8. Consultation d'hygiène de vie spécifique au patient sous AVK.

Durée

3 jours, soit 21h00.

Modalités

La formation est faite par une association de formation agréée, qui s'entoure des spécialistes concernés.

On se référera à la fiche pratique annexe 5 pour la description du volet compagnonnage et en particulier réalisation en binôme des consultations incluant le volet dérogatoire.





Formation théorique des Délégués à la coopération médecins/infirmier(e) mise en place dans ce cabinet

Repérage du patient tabagique à risque de BPCO

Contenu du programme

- 1. Eléments d'anatomo-physiologie du système respiratoire.
- 2. Effets délétères du tabac sur l'arbre respiratoire, la fonction respiratoire et la santé.
- 3. Définition de la BPCO post tabagique place des EFR dans le diagnostic et le suivi.
- 4. Réalisation standardisée des EFR, intégrant la connaissance des critères de qualité de réalisation d'une spirométrie (voir ci-après)
- 5. Consultation hygiéno-diététique visant à renforcer les motivations à l'arrêt ou au maintien de l'abstinence au tabac.

Durée

3 jours, soit 21h00.

Modalités

La formation est faite par une association de formation agréée, qui s'entoure des spécialistes concernés.

On se référera à la fiche pratique annexe 5 pour la description du volet compagnonnage et en particulier réalisation en binôme des consultations incluant le volet dérogatoire.





Critères de qualité de réalisation d'une spirométrie

Considérations générales concernant les patients, l'opérateur, le lieu

Les EFR peuvent être faites en position assise ou couchée

L'âge, le poids et la taille doivent être relevés pour le calcul des valeurs de référence

L'opérateur doit noter le type et la posologie de tout traitement médicamenteux suivi et susceptible d'affecter la fonction pulmonaire, et indiquer le moment de la dernière prise

Préparation : les patients doivent respecter les restrictions décrites dans le ci-dessous

- fumer moins d'une heure avant les examens
- consommer de l'alcool moins de 4 heures avant les examens
- se livrer à un exercice physique intense moins de 30 mn avant les examens
- porter des vêtements qui limitent la pleine expansion thoracique et abdominale
- consommer un repas copieux moins de 2 heures avant les examens

Si l'examen est réalisé pour diagnostiquer une maladie respiratoire, il est recommandé d'arrêter les bronchodilatateurs

Relever systématiquement la température ambiante et l'heure de réalisation de l'examen

Idéalement, la répétition d'EFR chez un patient au sein d'une structure donnée implique la réalisation par le même opérateur, l'utilisation des mêmes instruments

Mesures d'hygiène et de prévention et qualification des intervenants

On se référera à l'article source : http://www.em-consulte.com/showarticlefile/146429/index

Contrôle de qualité

Le contrôle de qualité est important pour garantir que <u>la structure</u> respecte constamment les standards requis

Le programme de contrôle qualité comprend :

- le recueil des procédures qui précisent les modes d'étalonnage
- les modalités d'exécution des tests
- les calculs, les critères, les sources des valeurs de référence
- les mesures à prendre lorsque des valeurs alarmantes sont observées





Formation théorique des Délégués à la coopération médecins/infirmier(e)s mise en place dans ce cabinet

Dépistage et Suivi du patient diabétique de type 2

Contenu du programme

- 1. Epidémiologie du diabète de type 1 et 2 et des complications.
- 2. Définitions, diagnostic : diabète hyperglycémie à jeun.
- 3. Traitement du diabète : importance des mesures d'hygiène de vie : activité physique diététique les traitements médicamenteux.
- 4. latrogénie : effets délétères possibles des traitements médicamenteux gestion des hypoglycémies retentissement sur l'observance.
- Suivi du diabétique traité : surveillance clinique et biologique justification des examens: FO
 ECG Examen des pieds examens biologiques importance du suivi régulier par le dosage de l'HBA1c.
- 6. Consultation de suivi : vécu et représentation de la maladie par le patient, acceptation du traitement observance dépistage de la iatrogénie.

Pour le volet ECG

- 1. Eléments d'électrophysiologie cardiaque.
- 2. Réalisation technique d'un tracé ECG
- 3. Les troubles du rythme cardiaque : quelques notions élémentaires.

Pour le volet examen des pieds

- 1. le pied du diabétique, physiologie, principales anomalies
- 2. Importance de la surveillance de l'état du pied du diabétique : la neuropathie diabétique l'artérite diabétique les surinfections cutanées les lésions non spécifiques aggravantes les ulcérations du pied.
- Réalisation d'un examen standardisé du pied du diabétique à la recherche d'une complication (technique – apports escomptés – limites) : examen dermatologique – pouls – ROT – monofilament.





Durée

3 jours , soit 21 h00

Modalités

La formation est faite par une association de formation agréée, qui s'entoure des spécialistes concernés.

On se référera à la fiche pratique annexe 5 pour la description du volet compagnonnage et en particulier réalisation en binôme des consultations incluant le volet dérogatoire.





Formation pratique des Délégués à la coopération médecins/infirmier(e)s mise en place dans ce cabinet

Compagnonnage – système d'information

Compagnonnage avec un(e) infirmier(e) expérimenté pour la tenue des consultations

Le principe est que chaque nouvel(le) infirmier(e) passe 1 mois réparti dans 2 ou 3 cabinets différents expérimentés et dans son propre cabinet, avec un(e) infirmier(e) expérimenté(e), utilisant les logiciels de gestion de cabinet que l'infirmier(e) retrouvera dans « ses » cabinets.

L'infirmier(e) expérimenté(e) joue le rôle d'un « maître de stage » et a pour objectif que l'infirmier(e) en formation soit en capacité d'assurer, sous sa conduite, des consultations de santé publique et d'éducation à la santé dans le cadre des pathologies prises en charge par les protocoles, et en particulier ses volets dérogatoires.

L'apprentissage est jalonné d'objectifs intermédiaires avec une durée et des modalités.

Première dimension : l'exercice même des protocoles

La principale dimension est l'exercice même des consultations et actes réalisés en dérogation, à savoir donc :

- 1. D'expliquer le principe du fonctionnement de la délégation de tâches « ASALEE »
 - a. Durée: 2 jours en compagnonnage
 - b. Modalité : 1/2 jour par protocole. Au cours duquel les différentes dimensions sont pratiquées : bases et principes de l'éducation pour la santé, bases de communication avec un patient, concertation avec les médecins des cabinets.
- 2. D'appliquer les protocoles « ASALEE », et notamment, pour chaque protocole, être en capacité de réaliser les consultations
 - a. Durée: 12 jours
 - b. Modalités: avoir assumé en binôme avec un(e) infirmier(e) expérimenté(e) les différents types de consultation, pour au moins un équivalent de 3 jours pour chaque protocole (soit de l'ordre de 20 consultations par protocole) dont 10 assumées par l'infirmier(e) expérimenté(e), et 10 assumées par l'infirmier(e) en formation, avec évaluation après chaque consultation



3. Ce compagnonnage est terminé par une évaluation en fin de cycle assumée par un médecin généraliste et l'infirmier(e) expérimenté(e)

Seconde dimension: les moyens supports informatique

Une autre dimension du volet pratique concerne l'usage des outils. Les systèmes d'information support d'ASALEE sont à la fois structurants et vecteurs de formation.

- 4. Savoir utiliser l'ensemble des outils informatiques destinés à la gestion d'ASALEE
 - a. Durée: 3 jours
 - b. Modalité : 1 demi-journée par protocole, avec utilisation de cas tests, et 1 jour pour l'outil d'auto-évaluation & de contrôle
- 5. Utiliser le logiciel du cabinet principal de gestion de fichiers patients pour mettre des alarmes
 - a. Durée: 3 jours
 - b. Modalité : 2 journées sur un site utilisant le même logiciel que le logiciel de gestion de cabinet du site où l'infirmier(e) va travailler. Cette journée est consacrée à l'accès à un dossier médical, sa lecture et au postage d'une alerte. Et 2 journées sur le site où l'infirmier(e) travaille. Cette dernière journée est particulièrement consacrée au repérage des patients éligibles à chaque protocole
- 6. De se connecter à un site Internet, tenir à jour une base de données et mise à niveau de bureautique.
 - a. Durée 2 jours
 - b. Modalité: utilisation des bases documentaires du site <u>www.asalee.fr</u> (Les sites extranet ASALEE de production, de contrôle, de pilotage fournissent tous les documents disponibles en ligne). Une journée est consacrée à l'apprentissage (rapide) des technologies utilisées (web) puis à l'application des protocoles, sur un plan de la maîtrise des formulaires

Le plan suivi par l'infirmier(e) accompagnante au cours de ces formations est le suivant :

- 1. Coordonnées du support
- 2. Environnement de travail



- 3. Les portails
- 4. Fiche descriptive des cabinets
- 5. Gestion des bénéficiaires
- 6. Formulaires Diabète
- 7. Formulaires RCV
- 8. Formulaires BPCO patient tabagique
- 9. Formulaires Repérage des troubles cognitifs
- 10. Formulaires Evaluations
- 11. Portail évaluation
- 12. Boutons
- 13. En cas de problème
- 14. Questions

Formation continue

Une évaluation annuelle des compétences est organisée de telle sorte que le contenu de la formation continue soit ajusté, soit sur le plan théorique, pour tenir compte des évolutions de prise en charge ou des attentes exprimées par le délégué, et sur le plan pratique, en partageant l'expérience des consultations incluant les activités dérogatoires, entre délégués de différents sites.

Le besoin de formation continue est évalué par une revue de chaque protocole.

Cette revue se fait avec un organisme de formation agrée, qui s'entoure des spécialistes d'organes concernés.

La revue se nourrit également de l'analyse qualitative des rapports de consultation infirmier(e).

L'analyse de gestion des risques est également mise à jour.



PROCEDURE DE GESTION DES EVENEMENTS INDESIRABLES PROTOCOLE DE COOPERATION ASALEE Maison de santé de Châtillon sur Thouet

Objet:

Cette procédure a pour objet de décrire l'organisation mise en place pour analyser les problèmes survenus (événements indésirables) afin de proposer des solutions pour éviter qu'ils ne se reproduisent.

Diffusion:

Profession	Action / information
IDE - Délégué	Pour action
Médecin généraliste - Délégant	Pour action
Autres professionnels de la Maison de Santé	Pour information

Modification:

Date	Motif
Janvier 2012	création

Validation:

Rédaction :	Vérification :	Approbation:
Date : xx/xx/xxxx	Date :xx/xx/xxxx	Date :xx/xx/xxxx
Nom:	Nom:	Nom:
Fonction : Médecin - Infirmier(e)	Fonction : Médecin - Infirmier(e)	Fonction : Médecin généraliste Signature :
Signature :	Signature:	C

ORGANISATION DES REUNIONS / PERIODICITE

La revue des événements indésirables a lieu lors de chaque staff pluri-professionnel

Lieu : Salle de réunion de la maison de santé de Châtillon sur Thouet

Durée moyenne : 2h00





Les staff pluri-professionnels sont mensuels à heure fixe convenue avec les médecins, en général le premier mercredi matin du mois. D'autres professionnels peuvent être invités à ce staff en fonction des dossiers traités

Un message électronique systématique de rappel est envoyé à chaque participant une semaine avant le staff.

COMPOSITION ET REPARTITION DES TACHES

Dr Jean Gautier (responsable et animateur des staffs)

Drs Brigitte Chevalier, Jean-Claude Bandet, Michèle Salesses : participants délégants

Madame Claudie Goubeau: infirmière ASALEE

La répartition des tâches administratives est variable d'une réunion à l'autre en fonction des participants présents.

SELECTION DES DOSSIERS

Tous les dossiers proposés par les participants ASALEE sont retenus pour étude et analyse.

DEROULEMENT DES REUNIONS

Les réunions comportent 4 temps pour chaque dossier retenu :

- présentation factuelle et anonyme des cas
- identification des problèmes de soins rencontrés
- analyse de ces problèmes avec recherche systématique des causes
- recherche des actions correctives à mettre en place et définition des modalités de suivi

TRACABILITE ET ARCHIVAGE

Chaque staff fait l'objet d'un compte rendu relatant l'analyse des événements indésirables.

Ce compte-rendu est archivé dans le système de suivi du protocole.

DIFFUSION ET COMMUNICATION

Le cas échéant, les actions décidées suite à la revue, en cours de staff, des événements indésirables sont intégrées à la conduite du projet et plus spécifiquement suivies par un gestionnaire de risque.

BILAN ANNUEL D'ACTIVITE

Un bilan annuel d'activité de ces réunions est prévu. Il comporte les éléments suivants :

- le nombre de réunions consacrées à l'analyse des événements indésirables dans l'année
- le nombre et le type des événements indésirables signalés et analysés dans l'année
- la liste des actions d'amélioration mises en œuvre et le suivi effectué





Document de consentement pour une prise en charge dans le cadre du protocole de coopération ASALEE

Nom, prénom du patient :
Mon médecin traitant me propose d'être suivi conjointement par l'infirmier(e) et par le médecin, dans le cadre d'un protocole de coopération validé par la HAS (Haute autorité de santé) ; dans ce protocole, le médecin confie à l'infirmier(e) des activités qu'il (elle) ne réalise pas de façon habituelle : activités dérogatoires à ses conditions légales d'exercice. Les conditions d'exercice m'ont été présentées.
Protocole(s) concerné(s) (cocher le ou les ronds devant le protocole) :
O Consultation de repérage des troubles de la mémoire
○ Suivi du patient à risque cardio-vasculaire
O Repérage du patient tabagique à risque BPCO
O Dépistage et suivi du patient diabétique de type 2
 J'ai pris connaissance des conditions de déroulement et des objectifs du programme thérapeutique. Je suis informé(e) que l'infirmier(e) va : M'avertir des risques liés à ma pathologie en fonction de mes antécédents ou de mon style de vie, et m'accompagner pour suivre ce programme ; Pratiquer des examens préventifs ou de suivi, M'aider à mieux identifier mes propres facteurs de risque et les signes d'alerte.
En aucun cas les informations personnelles indispensables au suivi de cette action ne pourront être utilisées en dehors de son contexte.
J'accepte que mon médecin traitant et l'infirmier(e) qu'il a désigné(e) partagent les informations de mon dossier médical et assurent de concert la coordination des actions de prévention et de suivi.
Je reconnais avoir été informé(e) que je peux sortir du programme à tout moment et sans préjudice de toute nature, et bénéficier de la prise en charge habituelle par mon médecin traitant.
Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à organiser des ateliers thérapeutiques. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à votre médecin traitant.
<u>Date</u> : <u>Signature du patient</u> :